Vendredi 14 Février 1947 HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 162

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

Des conférences, des commissions, des enquêtes, des promesses...
Tout ça ne remplit ni le sac à provisions, ni le porte-monnaie.
MENAGERES, si vous voulez manger, si vous voulez que vos maris arrachent des salaires décents,
IL FAUDRA ENTRER EN ACTION.

La "baisse"? Ça ne prend plus...

ASSEZ DE PROMESSES SANS LENDEMAIN ! NOUS VOULONS LA

HAUSSE DES SALAIRES !

Un sérieux mouvement gréviste traduit le mécontentement :

★ Débrayage dans la métallurgie parisienne;
★ Grève d'avertissement des fonctionnaires;
★ Grève générale des ouvriers de la presse.

ACTIVITE GOUVERNEMENTALE UNANIME

M. Blum nous avait, il y a un mois, monté un bateau : la baisse des prix. Regardez bien l'océan, nous disait-on dans les journaux, et vous verrez le niveau baisser. Le *Figaro* a chiffré cette baisse : le journal de M. François Mauriac estime qu'elle est de 1,1 p. 100. Il y a de quoi se réjouir, n'est-il pas vrai?

Surtout quand on apprend au même moment l'augmentation des prix de gros de 3 p. 100 (selon l'office de statistique officielle)... augmentation qui nous promet de beaux lendemains...

Surtout quand on apprend la réussite complète des « plans Rastel » qui nous ramènent de la viande à Paris à des prix en hausse de 30 francs le kilo...

Ça ne prend plus

Il y a un mois, des travailleurs vous disaient encore : « Il faut attendre les résultats de l'expérience Blum ». Ces résultats, les salariés les ont jugés à leur juste valeur puisque sans attendre les résultats de la « nouvelle expérience » Ramadier, un sérieux mouvement gréviste éclate dans le pays et crève l'édifice du blocage des salaires.

Ce que la *Vérité* affirmait il y a un mois : l' « expérience » Blum est une manœuvre destinée à empêcher une hausse des salaires, le bureau syndical du syndicat des cheminots de Paris-Ouest Rive gauche l'écrit aujourd'hui sous une autre forme dans un tract qui vient d'être publié :

« Il semble que certains parlent de la baisse des prix pour empêcher les travailleurs de réclamer justice. »

Les actions engagées

Pour la première fois depuis la « libération », la presse a dû ouvrir, ces jours-ci, une rubrique de « conflits sociaux »... qu'elle s'est d'ailleurs empressée de supprimer en vertu de la consigne du silence. Celle-ci a été respectée surtout, remarquons-le, par les journaux ouvriers comme l'*Humanité* qui ne veulent à aucun prix populariser les mots d'ordre d'action et les revendications des travailleurs.

Dans la métallurgie parisienne, des mouvements partiels ont éclaté, souvent très brefs, mais presque toujours victorieux ; dans la banlieue ouest, chez Saurer, Renondin, à la Carrosserie automobile de Levallois, chez Lockheed (Saint-Ouen), Aster (Saint-Denis); même chez Renault et Citroën, des débrayages partiels ont eu lieu.

Dans les produits chimiques et l'électricité, Chemice Robri et Radiotechnique (Suresnes), l'Electrocâble (Argenteuil), l'Air Liquide (Boulogne), à l'usine de haute tension électrique de Saint-Denis, des mouvements ont lieu également.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

EDITORIAL

Les sottises de Marx

Benoit Frachon a publié dans l'*Humanité* du 7 février un article d'une importance exceptionnelle. Il y résume, en effet, admirablement la position de son parti à l'égard des revendications vitales de la classe ouvrière.

Que Frachon dise aujourd'hui que « *l'augmentation des prix ne pourra plus servir à justifier la théorie fausse du cercle vicieux.* » C'est bien. C'est enfin la reconnaissance officielle par le secrétaire général de la C.G.T., que les arguments employés contre l'échelle mobile, à la fois par le patronat, par les grands chefs ouvriers et, tout récemment par le gouvernement Ramadier, ne sont que des dérobades de mauvaise foi.

On trouve d'autres aveux de taille sous la plume de Benoit Frachon. Par exemple, que *les 200 familles ont conservé les postes de commande dans l'économie.* Et encore que la C.G.T. a voulu empêcher la réaction de mener à son gré la politique de classe, mais qu'elle y a échoué, pour avoir misé sur une combinaison parlementaire avec des politiciens bourgeois : le Rassemblement des Gauches de 1945.

L'essentiel n'est pourtant pas là. Il est dans les conclusions. Frachon prétend rayer d'un trait de plume, cent années de luttes de classes, cent années de syndicalisme révolutionnaire et d'action directe contre les exploiteurs.

Il y a, cette année, tout juste un siècle que Marx et Engels rédigeaient le Manifeste Communiste, charte géniale des luttes du prolétariat moderne. Le Manifeste Communiste est devenu, aux yeux du secrétaire général de la C.G.T., une pure et simple sottise. « *Nous ne sommes pas assez sots,* écrit Frachon, *pour traiter des rapports de classe de la même façon qu'on les traitait il y a un siècle.* »

Les raisons que donne Frachon à l'appui de sa thèse sont les mêmes exactement, qu'employèrent tous les socialistes renégats d'avant l'autre guerre. Ce sont celles d'un Millerand et d'un Léon Blum : le capitalisme n'est plus ce qu'il était il y a cent ans. La belle découverte ! Mais dans quel sens ont évolué les choses ? Les intérêts du prolétariat sont-ils devenus conciliables avec ceux de la bourgeoisie ? Ou bien, au contraire, comme l'ont pensé tous les marxistes révolutionnaires depuis cent ans, l'opposition entre les intérêts des exploités et ceux des exploiteurs est-elle devenue sans cesse plus aiguë ?

Or Frachon tire des conclusions inverses de l'expérience de la classe ouvrière depuis la libération. Il écrit : « *Pour limiter la malfaisance du régime capitaliste, il faut employer des formes d'action adaptées aux circonstances.* » Le communiste Frachon, remarquons-le, ne veut pas en finir avec le régime capitaliste ; il veut seulement « limiter sa malfaisance ». En finir avec le régime capitaliste, qui condamne les masses à la misère et nous mène vers de nouvelles guerres, c'est là sans doute une de ces sottises tout juste bonnes du temps de Marx.

Mais il continue : « *De plus en plus, l'Etat intervient dans le débat. De la nature de cette intervention dépend la solution des problèmes même s'il n'est pas un Etat socialiste.* » Depuis le Manifeste Communiste et jusqu'à Frachon, il était admis dans le mouvement ouvrier marxiste, que la solution des problèmes dépendait de la classe ouvrière, de sa cohésion, de sa force et de son habileté dans la lutte. Cela est devenu une sottise. Désormais tout dépend de l'intervention de l'Etat. Et pas de l'Etat socialiste, Frachon nous en avertit expressément : « *même s'il n'est pas un Etat socialiste* ». Il s'agit de l'Etat actuel. De l'Etat bourgeois, avec sa police, son armée, sa bureaucratie, ses inspecteurs des Finances et sa bourgeoisie réactionnaire

Paul PARISOT.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

LE PAYSAN *est-il responsable ?*

« L'article paru dans le numéro du 31 janvier, intitulé « le gouvernement accorde des primes de réensemencement » et signé Perrin, a produit quelque légitime émoi parmi les sympathisants du bassin de la Sambre. »

C'est ainsi que Simon Van den Hende, un de nos amis de Maubeuge (Nord), commence une lettre qui vient de parvenir à la rédaction de « La Vérité ». « Depuis plus de cinq ans, poursuit notre correspondant, aucun parti politique, aucune presse n'a pris franchement position devant le problème des prix des denrées agricoles et l'attitude de nombreux paysans. »

Les griefs des ouvriers contre les paysans

« Dieu sait pourtant, écrit Simon van den Hende, que les ouvriers qui gagnent juste assez pour vivre — et dans quelles conditions ! — ont eu et gardent encore vis-à-vis de la plupart des cultivateurs, une opinion nettement défavorable et souvent fondée sur des faits quotidiennement vérifiés et renouvelés.

« Certains nieront, chiffres en mains. Comment ceux-là expliquerontils les « bonnes affaires » que font les plus petits cultivateurs ou herbagers, les bouleversantes et scandaleuses déclarations de fortune lors de l'échange des billets et les extraordinaires retards de livraison des produits laitiers qu'une presse régionale timorée signale tardivement et avec quels ménagements !

« Il ne s'agit nullement de fraterniser avec ceux qui se plaisent à dresser l'opinion ouvrière des usines contre celle des campagnes et la paysannerie française en général. Au contraire, nous sommes, avec ferveur, partisans du principe tant contesté de l'expropriation des gros propriétaires terriens afin de livrer la terre à ceux qui la cultivent. Mais nous nous dressons, en tant que défenseurs du prolétariat industriel et des petits fonctionnaires contre les exigences excessives dont la C.G.A. se fait le défenseur et qui ose tolérer par exemple le prix des œufs à 20 francs alors que j'en produis pour mon ménage au prix de revient de 5 francs.

Discerner les travailleurs honnêtes des spéculateurs

« On exaspère l'opinion ouvrière en portant aux nues le travail prétendu mal rémunéré du paysan. Ce sont là de vulgaires procédés démagogiques dont « La Vérité » — je ne l'ignore pas — ne se fait nullement l'écho. Je sais que l'article de Perrin ne veut pas tant dire. Le P. C. I. doit, comme il l'a si bien fait devant les autres problèmes angoissants de l'heure présente, s'il veut demeurer fidèle à ses principes de justice sociale, se montrer intransigeant pour discerner les travailleurs honnêtes des spéculateurs de la misère ouvrière parmi lesquels il n'y a pas seulement les commerçants marrons et les intermédiairs, mais aussi — et il faut avoir l'audacieux courage de le dire — une catégorie

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

NON, M. RASTEL

CE NE SONT PAS VOS PLANS QUI NOUS DONNERONT DE LA VIANDE !

Il faut bien reconnaître que le nouveau dictateur aux vivres est plus discret que ses prédécesseurs. Au temps de M. Longchambon et de M. Farge, conférences sur conférences se succédaient. Des décisions énergiques étaient prises, mais hélas ! toujours verbalement. Le marché noir à Noël, déjà lointain, devait mourir, les trafiquants devaient être pendus, et la population devait manger à sa faim. Il est actuellement facile d'apprécier la valeur de ces décisions. Non seulement le ministre ne tenait pas les promesses de ses prédécesseurs, mais plus, ne tenait pas les siennes. M. Rastel, haut-commissaire au Ravitaillement, sera-t-il, étant moins bavard, plus efficace que ces chevaliers de la triste promesse ?

Pas d'autres solutions que le contrôle des travailleurs

Quand dònc cette comédie cessera. Nous finirons par devenir maniaques à force de répéter que de la viande il y en a, il s'agit uniquement d'utiliser les seuls moyens qui puissent à nouveau garnir les étals : suppression des intermédiaires affameurs, contrôle des travailleurs sur le ravitaillement.

Le secrétaire du syndicat des bouchers en gros déclarait récemment que la viande devait être revalorisée et cesser d'être considérée comme une denrée pour tout le monde. La viande devait redevenir une denrée riche. Ce monsieur doit être satisfait. Nous refusons, pour notre part, d'admettre cette « fatalité » qui fait que seuls les fortunés mangent du bifteck.

Un plan qui apporterait du nouveau

L'éphémère prédécesseur de l'actuel ministre avait proposé un plan, encore un, qui devait résoudre au mieux des intérêts des consommateurs le problème de la viande. M. Minjoz avait proposé la constitution d'une association de producteurs et de bouchers qui aurait le monopole des transactions, des achats sur les bêtes de boucherie. Un organisme national, office de la viande aurait contrôlé différents services départementaux chargés des achats. Les bouchers débitants auraient été ainsi en contact direct avec les producteurs, les intermédiaires disparaissant de la circulation, ce qui aurait permis une revalorisation des prix à l'achat, effectivement insuffisants en certains cas. Les cours actuels oscillent chez le producteur autour de 60 francs. Il est inadmissible que la viande taxée se retrouve à l'étal vendue à 200 francs et quelques. Seul le maintien dans la filière des intermédiaires explique cette différence révoltante entre les prix d'achat et les prix de

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Ruptures d'accords, provocations, fabrication d'incidents

LE COLONIALISME FRANÇAIS A BIEN PRÉPARE SA GUERRE D'INDOCHINE

Le 6 mars 1946, Ho-Chi-Minh et Sainteny signaient un accord mettant fin aux hostilités en Indochine.

Par cet accord, le Viet-Minh pensait remporter un succès. Pour Leclerc, ce n'était que le moyen d'occuper d'importants points stratégiques en vue de la reconquête.

« La Vérité » a dénoncé, dès cette époque, l'instabilité de ces accords et la mauvaise foi des militaristes français.

A peine débarqués, ces derniers violèrent les accords du 6 mars et la convention militaire du 3 avril.

La stratégie de Leclerc...

Voici comment s'expriment cyniquement leurs intentions dans « les instructions données aux troupes françaises par les généraux Leclerc et Valluy en date des 6 et 10 avril 1946.

Dans chaque garnison, dès son arrivée, le commandant d'armes établit un plan de sécurité initiale.

«Il est indispensable de réunir au **plus tôt toute documentation possible sur les organisations chinoises et annamites de la ville ainsi que sur les chefs locaux (identité, habitudes, lieux où ils passent la nuit, etc...).**

»En même temps, des équipes spé**cialisées sont créées qui pourront éventuellement travailler sous déguisement (comme celles faites en Cochinchine). Ces équipes sont chargées de neutraliser discrètement les chefs et meneurs dès que le commandement estime justifié la mise en place d'un système X de sécurité. Elles doivent être spécialement composées et armées et constamment tenues au courant des activités et du mode de vie des individus à mettre à l'écart. En ce qui concerne les organisations de combat régulier ou non régulier, une méthode d'action analogue doit être utilisée.**

» Quand les renseignements ont **circonscrit ces organismes et fait connaitre les habitudes de leurs membres, des commandos spécialement constitués prépareront leur centralisation.** »

La parole des militaires

Le memorandum adressé par Ho-Chi-Minh au gouvernement français le 31 décembre 1946 relève les infractions suivantes :

1. Maintien des troupes françaises à l'ouest du Tonkin (Son La, Lai Chau) alors que, selon les accords, l'armée française était seulement autorisée à traverser cette région pour se rendre de la Chine au Laos.

2. Occupation, depuis août 1946, des zones côtières du nord du Viet-Nam, Cam Pha-mines, Cam Pha-port, Tien Yen, Dam Ha, Vat Chay, etc.) et attaques opérées depuis le 12 décembre 1946 en direction de Mon Cay Link Lap, avec l'aide des pirates « tho phi ».

3. Maintien de deux compagnies à Phu Lap Thuong.

4. Occupation de Dong Dang le 15 juillet 1946, suivie de toutes les complications ultérieures.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 3.)

Communiqué des ouvriers de la presse

Le Syndicat du Livre, la Chambre syndicale typographique, le Syndicat des correcteurs, le Syndicat des mécaniciens linos, représentant la totalité des ouvriers de la presse, demandent l'application d'une indemnité provisionnelle de 25 % sur les salaires actuels à valoir sur la revendication du minimum vital en discussion entre le gouvernement et la C. G. T. ;

Rappellent que cette revendication a été posée déjà depuis plusieurs mois et décident de passer à l'action si une réponse favorable n'est pas donnée le jeudi 13 février, à 18 heures.

Les jeunes fascistes manifestent au théâtre de l'Ambigu. (Les journaux).

Ils auraient tort de se gêner...

Bien sûr, pour le moment, il ne s'agit que d'une bande de jeunes excités. ... Mais on a crié: « Vivent les fours crématoires ! » et « mort aux Juifs ! » et « vive Pétain ! » Ce sont là les cris de ralliement en quelque sorte « traditionnels » des fascistes.

...Ils auraient tort de se gêner... La presse d'extrême-droite ne réclame-t-elle pas ouvertement la libération des collaborateurs ! La presse bourgeoise ne réclame-t-elle pas, dans son ensemble, une gentille amnistie pour « ceux qui se sont trompés de bonne foi ! » « Tous les Français doivent se retrouver au sein de la grande communauté nationale. » C'est la grande idée de l'Epoque, de Paroles françaises, organe du P.R.L., et même, sous une forme moins claire, du Figaro, de l'Aube et autres organes de l'archevêché.

Oui, les fascistes auraient tort de se gêner... La police est tellement occupée à interdire les meetings du P.C.I., à matraquer nos militants et les militants anarchistes qui manifestaient le 8 février sur la place de la République, à Paris, qu'elle ne trouve pas un moment pour déranger ces messieurs les collabos-blanchis, les P. R. L. et quelques éléments de la 2e D.B. particulièrement virulents...

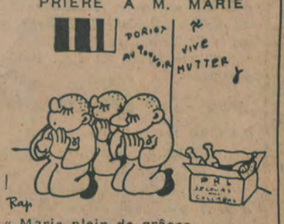
On comprend pourquoi les valets de plume de la haute finance réclament la libération des miliciens et des quelques personnalités malchanceuses qui sont encore — par quel hasard ! — à Fresnes... Il suffit de se reporter aux déclarations du sieur Knipping, bras droit de Darnand, dont le procès vient de se dérouler à Paris...

(LIRE LA SUITE EN PAGE 3.)

— Ça rappelle le bon temps !

Le Garde des Seaux.

PRIERE A M. MARIE



« Marie plein de grâces
Que votre nom soit sanctifié
Accordez-nous la liberté !
Il y en a déjà tellement dehors, des collabos,
Et puis on n'a pas fini notre boulot
Marie Amnistiez-nous !
Au nom de Mutter, de la francisque et de l'Europe Nouvelle !

58.410 fr. en quatre jours

Voilà ce que notre souscription d'urgence, lancée dans le dernier numéro du journal, nous a rapporté DE SAMEDI A MARDI. Bien que ne figurant pas encore sur les listes de souscription publiées, les fonds rentrés depuis mardi nous ont permis de dépasser l'objectif des 70.000 francs. Lire le détail en 2e page.

CAMARADES, MERCI ! Ne relâchez pas votre effort ! N'oubliez pas que la souscription utile pour l'avenir, C'EST L'ABONNEMENT !

ALAIN SIGNOR

membre du Comité Central du P.C.F. et le journal stalinien du Finistère condamnés pour diffamation

Au cours des élections de juin 1946, Alain Signor, membre du comité central du parti communiste français, et Guillou, dans *L'Aurore*, calomnient nos camarades Anne-Marie Fauglas et Alain Le Dem, ex-internés politiques, tous les deux candidats du P.C.I.

Les calomniateurs staliniens ayant refusé l'arbitrage d'un jury d'honneur prolétarien, nos camarades ont été contraints de les poursuivre devant la justice bourgeoise.

Alain Signor, membre du C.C. du P.C.F. et directeur des Cahiers du communisme (sic), a été condamné à 6.000 fr. d'amende et 8.000 fr. de dommages et intérêts au profit de notre camarade A.-M. Fauglas.

Le même jour, le même tribunal rendait son jugement dans l'affaire

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Une enquête de *"LA VERITE"* chez les P. G. Allemands

VEUT-ON VRAIMENT EN ALLEMAGNE

UN NOUVEAU NAZISME ?

A plusieurs reprises, mon travail m'a amené à prendre contact avec des prisonniers allemands.

Très rares sont ceux qui semblent avoir conservé quelque chose de l'« idéal » nazi. La grande masse n'a pas d'opinion précise. Certains sont, vis-à-vis d'un interlocuteur français, ce que pouvaient être vis-à-vis d'un Allemand les « collaborateurs » aux divers degrés de la collaboration, sous l'occupation. Quelques-uns possèdent des idées marxistes et, enfin, la plupart de ceux qui ont quitté en 1938 ou 1939 les camps de concentration pour la Wehrmacht n'ont rien perdu de leur valeur ni de leur foi de militants. Dans les conditions où ils se trouvent, c'est un véritable tour de force !

Les antifascistes en prison, les SS à l'honneur

Un P. G., X... arrêté et condamné en 1936 par la police criminelle allemande pour propagande communiste, a été envoyé à cette date en camp de concentration. Il en est sorti en 1939 pour partir en guerre. Prisonnier au début de 1945, il a adressé, il y a près d'un an, un dossier prouvant sa qualité d'antinazi : ce dossier devait, paraît-il, être examiné par le général Kœnig. X... a en même temps demandé leur appui à des parlementaires communistes français. Toutes ses démarches sont restées sans réponses. En 1947 il est toujours prisonnier !

Par contre, son ancien capitaine, un nazi convaincu, est rentré en Allemagne depuis près de deux ans ! Quant aux anciens SS, ils sont à la Légion Etrangère où ils continuent leur métier de tueurs au service du fascisme. Ils peuvent parader et jouer aux hommes libres. Certains d'entre eux, blessés, rapatriés d'Indochine, insultent et menacent les travailleurs vietnamiens soignés dans le même hôpital. Un prisonnier allemand, employé comme infirmier, raconta t que ces anciens SS lui reprochaient de soigner les Vietnamiens, *qui étaient des communistes,* au lieu de les laisser « crever ». C'est parce qu'en luttant contre le Viet-Nam ils luttent contre le communisme, que les SS combattent avec joie en Indochine.

L'expérience du nazisme

La propagande démagogique de Hitler a eu cette utilité de démolir aux yeux du prolétariat allemand le prestige du capitalisme des états dits « démocratiques » et plus encore l'impérialisme anglo-américain. Ce qu'il peut voir ou connaître actuellement du fonctionnement de ce capitalisme en Europe et dans le monde ne peut que le confirmer dans sa haine contre lui.

Il a fait maintenant l'expérience du nazisme et commence à comprendre que le « socialisme » présenté par Hitler n'était que du capitalisme encore plus odieux que celui de Wall Street bu de la City. Il comprend maintenant pourquoi les industriels et les profiteurs du nazisme peuvent fort bien s'entendre en Allemagne même, sur son dos, avec les industriels et les profiteurs du régime capitaliste.

Les conditions sembleraient donc actuellement très favorables à une propagande communiste en direction des P. G.

Trahison du marxisme par le Parti Communiste Français

Le tragique de l'histoire, c'est que le marxisme s'identifie ici, pour eux, avec les positions prises par le P.C.F. Z... sait la force d'une propagande bien orchestrée pour en avoir vu faire l'application chez Hitler, aussi s'étonne-t-il de voir que le P.C.F. ne fait aucune propagande marxiste ou socialiste auprès des PG. Au contraire, les journaux du P.C.F. sont ceux qui se montrent les plus heureux à leur égard. Comment faire concorder avec une idéologie bolchevique ces phrases chauvines et revanchardes dans lesquelles tous les P.G. sans distinction ne sont que de « sales Boches » et où les staliniens apparaissent comme les alliés du militarisme tout puissant qu'ils combattaient autrefois ?

Z..., qui a encore des illusions, a écrit à un député communiste français, en se recommandant de son passé de mi-

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

VÉRITÉS...

D'Argenlieu est sûr de lui

« Envoyer une dépêche de Saïgon, ou d'un lieu quelconque en Indochine, est presque aussi aléatoire que de jeter une bouteille à la mer en priant pour qu'elle soit trouvée par son destinataire. »

Qui s'exprime ainsi? M. Campbell, qui a été correspondant de guerre de l'agence britannique

Reuter en Allemagne, en Italie, en Afrique, en Birmanie, en Palestine, en Iran, aux Indes et en Chine.

Un spécialiste, n'est-ce pas? Il déclare : « Jamais un correspondant de guerre ne s'est heurté à une telle obstination de la part de la censure qu'en Indochine. »

Comme on le voit, d'Argenlieu ne craint pas l'information...

C'est que, voyez-vous, l'œuvre de l'impérialisme français est si belle en Indochine...

On se méfierait

Elle n'est pas mauvaise...

On a appris cette semaine que MM. Coste-Floret, du M.R.P., et M. Capitant, de l'Union gaulliste, sont partis aux Etats-Unis... pour assister au congrès de la « Ligue américaine pour une Palestine libre » !

On a appris, par la même occasion, que ces messieurs figuraient au comité directeur de ladite « Ligue »... avec M. Léon

Jouhaux, de la C.G.T., et Mme Andrée Marty-Capgras, du parti socialiste et de Franc-Tireur.

Le plus drôle, ou le plus triste, comme vous voulez, c'est que, pendant ce temps-là, les petits amis de M. Capitant vont criant dans Paris : « Mort aux juifs ! » et « Vivent les fours crématoires ! »

Drôle d'histoire, cette « Ligue pour une Palestine libre »...

On serait les juifs, on se méfierait...

Chacun à sa place... et les moutons seront bien gardés

Meeting du P.C.I. contre la guerre d'Indochine ? Interdit...

Mais voici le Parti de la Réconciliation Française, dont Le Populaire *vient de prouver, dans une série d'articles, qu'il est une réédition ni revue ni corrigée de feu le Parti Social Français de feu le colonel de la Rocque.*

Le Parti de la Réconciliation Française a tenu un meeting à Wagram. Il y avait, certes, des flics... mais c'était pour protéger les beaux messieurs et les belles dames venus écouter les nouveaux führers du mouvement... M. Depreux sait avoir des égards...

Et de taper sur Ho Chi Minh! Et d'injurier le Viet-Nam ! Ah ! mais... on n'est pas trotskyste...

Un certain Mouton (quel beau nom pour un chef !) a déclaré avec force qu'il était scandaleux de voir des députés algériens ou noirs à l'Assemblée nationale, et qu'ils seraient beaucoup mieux à leur place à l'Assemblée de l'Union française... qui n'existe d'ailleurs pas... et où ils ne pourraient rien dire...

Les peuples coloniaux ne veulent plus se laisser tondre la laine sur le dos... M. Mouton ne s'en console pas.

Titre d'un article publié dans « La Semaine économique et financière » du 31 janvier

— 10 —

LES BILLETS DE BANQUE sont mal répartis

DEPUIS que le gouvernement a annoncé que, pour forcer la baisse, il allait mettre en route « des [illegible]

Nous, on est bien d'accord, mais il y a gros à parier qu'ils n'ont pas les mêmes opinions que nous sur la façon dont devraient être répartis les billets de banque !!

Un bel exemple de solidarité ouvrière :

GOODRICH 1937

Un matin du début de décembre 1937, la banlieue ouest de Paris retentit soudain des appels répétés d'une sirène. Il est à peine 4 heures. Les ouvriers des équipes de jour qui commencent à se lever s'interrogent, perplexes. Ceux de la nuit, dans les boîtes, croient à une erreur.

Mais il en est qui ont compris tout de suite. Ce sont ceux des grévistes de chez Goodrich qui, suivant le roulement, passaient la nuit chez eux.

La police au secours du patron.

La veille, les responsables leur avaient dit de se tenir prêts à toute éventualité. Habillés à la hâte, ils filent vers l'usine. En passant, ils préviennent les copains.

« Les flics viennent nous vider. »

Et, des logis ouvriers aux usines, la nouvelle s'achemine :

« Les mobiles sont chez Goodrich, il faut faire quelque chose. »

Goodrich ! l'usine taylorisée à outrance sous le signe du système Bedeau-Goodrich, le patron de combat, qui depuis plusieurs semaines de grève n'a même pas voulu recevoir les délégués ouvriers. Et maintenant le gouvernement de la pause envoie les mobiles pour apprendre aux ouvriers qu'il faut savoir finir une grève.

"On débraye et on y va!"

L'appel à l'aide de la sirène s'est tu. Maintenant ce sont celles du changement d'équipe qui retentissent. Mais les uns hésitent à entrer, les autres à sortir. On appelle à la hâte les responsables syndicaux. On commence à discuter, on envoie des camarades se renseigner, on téléphone.

Mais la sirène de Goodrich retentit à nouveau, précipitant les débats et arrachant la décision.

« On débraye et on y va ! »

Le mouvement s'étend à toute la région. Dans la cour des usines les gars se groupent, réclamant qu'on organise des renforts.

Goodrich a répondu : « Les mobiles sont là, nous sommes prêts à les recevoir. Envoyez des petits détachements de volontaires pour nous aider s'ils veulent entrer. »

Partout, tous veulent en être ! Il faut faire un choix et promettre que tous iront à tour de rôle. Hâtivement, on bourre ses poches d'outils ou de petites pièces pouvant servir d'armes et de projectiles.

Coupant par les terrains vagues, se groupant pour traverser les ponts, dans le jour qui se lève, sous une pluie fine et glacée, de partout les renforts montent vers l'usine assiégée.

Les surprises de la police

Surpris par le bruit de la sirène à la descente de leurs camions, les mobiles regardent avec stupeur les dispositifs de défense de l'usine.

Par-dessus les murs de la cour, les lances d'incendie sont braquées; au-dessus de la porte, des canalisations hâtivement aménagées sont prêtes à laisser s'écouler de la gomme bouillante. Bien que les portes soient gardées, l'usine se remplit mystérieusement. Tous ceux dont ce n'était pas le tour d'occuper sont rentrés par derrière en escaladant plusieurs murs.

Et maintenant voilà des groupes sans cesse plus nombreux qui font face aux mobiles, les serrent de droite et de gauche, protègent l'usine citadelle.

...et sa défaite

Les gars de Gnome-Rhône sont arrivés les premiers, puis ceux de Lioré. Ce n'est que lorsque

Au petit jour, des milliers de travailleurs répondent à l'appel de leurs camarades de chez Goodrich.

ceux de la Lorraine arrivent que les ouvriers assiégés s'aperçoivent que les usines ont si rapidement répondu.

Brandissant leurs matraques de caoutchouc, ils entonnent le chant de combat des ouvriers, ceux de l'extérieur s'y joignent. Au loin, en écho, de nouveaux renforts leur répondent.

Au milieu de la matinée, le capitaine des mobiles tente une intimidation. Le clairon sonne les trois sommations. Personne ne bouge. Rageur, le chef doit donner l'ordre de remettre l'arme à la bretelle. Un immense éclat de rire lui répond.

Le coup est raté. Il faudrait passer sur le corps de plusieurs milliers d'ouvriers pour entrer dans l'usine. Avec force lazzis et au chant de l'*Internationale*, les mobiles sont reconduits à leurs camions.

Et, le soir, près de cent mille ouvriers défilèrent devant l'usine conservée par les assiégés victorieux promettant de remettre ça quand il le faudra jusqu'à ce que la victoire soit arrachée.

M. CORVIN.

On a oublié l'épuration du sport

BLANCHISSAGE DU COLONEL PASCOT

ex-führer des sports de Vichy

Ancien joueur de rugby habitué aux enveloppes, le colonel Pascot fut nommé sous Pétain commissaire aux Sports. Il s'y distingua par des expulsions de sportifs non vichyssois, des discours pro-nazis et devint célèbre comme recruteur de jeunes travailleurs pour l'industrie de guerre allemande.

Arrêté après la libération, la Haute Cour a été obligée de renvoyer son affaire, les principales pièces de son dossier s'étant volatilisées.

Après toutes les épurations à la Teitgen cela n'étonne plus personne. Pourtant *La Vérité* a pu savoir comment cette volatilisation s'était produite. Le plus simplement du monde.

Pascot a trouvé ou plus exactement retrouvé un allié en la personne du capitaine Roux, nommé en 1945 grand chef des Sports sous la protection de cette nouvelle « tendance » du parti socialiste qui va de Zerbini à Malafosse.

Le capitaine Gaston Roux a des références. Avant guerre, il était en étroite relation avec Gouin pour la construction des stades de Provence. On les appelait alors 10 %... Prisonnier pendant la guerre, il a été l'animateur du cercle Pétain de son Oflag. En 1941, il s'était mis au service des nazis pour combattre contre les Anglais en Syrie. Ce fut en quatre ans sa seule tentative d'évasion.

Depuis il s'est employé à gagner la confiance des personnalités socialistes haut placées. Durant la campagne électorale, il a prévenu les associations sportives de « la bienveillance des élus socialistes »

Les sociétés de curés ont été parmi les bénéficiaires. Les soutanes ont pu ainsi apprécier la « laïcité » de la S.F.I.O.

Pascot ne pouvait faire autrement

Le colonel Pascot lors de son passage sans lendemain devant la Haute Cour.

que de s'entendre avec Roux — et voilà élucidé le mystère des dossiers. Quand il repassera en Haute-Cour, ce sera une nouvelle parodie de justice.

Les sportifs ne trouveront sans doute pas l'histoire à leur goût. Les militants socialistes non plus.

Chacun sait que l'organisation des sports en régime capitaliste a toujours été une affaire commerciale. Tour de France, matches de boxe championnats de football et de rugby ne sont mis sur pied que pour les recettes.

Le vrai sport se moque d'être monté en spectacle. Il manque à la jeunesse travailleuse, des stades, des piscines, des auberges, des relais, des terrains de sports, des équipements et surtout du ravitaillement. Elle voudrait elle-même organiser ses loisirs et ses sports.

Mais cela appartient aux gouvernements, et qu'ils soient réactionnaires, socialistes, homogènes, ou de concentration élargie de Thorez à Roclore, les crédits votés à l'unanimité ne sont destinés qu'à la guerre du caoutchouc, là-bas en Indochine.

J.-R. CHAUVIN.

Pas d'acomptes provisionnels, a décidé le gouvernement.

— Ça n'a pas l'air d'aller fort ?
— Tu parles. Je suis lampiste... et à la S.N.C.F. encore !

Les calomniateurs staliniens condamnés dans le Finistère

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

de notre camarade Le Dem contre Guillou et *L'Aurore* (organe du P.C.F. du Finistère, aujourd'hui *Bretagne*), dont nous reproduisons les extraits suivants :

Extrait du jugement de notre camarade Le Dem contre Guillou et « l'Aurore » (organe du P.C.F. du Finistère, aujourd'hui « La Bretagne »).

...Attendu que l'enquête édifiée à la barre sur la poursuite en diffamation introduite par Le Dem contre Le Coz et contre Guillou a révélé que Guillou, encore qu'il prétend le contraire, avait offert à Le Dem, à l'issue d'une réunion publique à Huelgoat, de constituer une cellule trotskyste à Huelgoat (témoins Rouel et Rospars, instituteur public à Landal). Que ces témoins, outre Filiâtre, et Bothuau, chef cantonnier à Pleyben, ont apporté la preuve au tribunal de l'activité patriotique agissante de Le Dem, qui a lutté contre les nazis pendant l'occupation, par distribution de tracts et par sa participation à la rédaction du journal alors clandestin, « La Vérité » dont l'objet était de saboter la production de guerre allemande. Que le témoin Filiâtre précise, en outre, que cette action a valu à Le Dem une arrestation par la Gestapo et un internement au camp de Vanves, puis à Chartres, d'où il réussit à s'enfuir, se cachant à Beauvais d'où il continuait à lutter contre les nazis malgré sa maladie et les recherches dont il était l'objet de la part de la Gestapo qui attachait un tel prix à sa capture que, pendant 17 jours, elle tortura le témoin Filiâtre qui avait hébergé Le Dem pour tenter en vain de le faire livrer la retraite de Le Dem.

Attendu qu'une telle action n'est pas celle d'un homme que l'on peut qualifier d'hitlérien, que, pour l'avoir ainsi traité, Guillou a commis une diffamation. Qu'aucun témoin n'a du reste pu prouver que Le Dem percevait de l'argent étranger ; qu'il y a donc lieu de sanctionner par le délit établi sous la forme d'une amende ; attendu qu'en faisant paraître cet article diffamatoire dans le journal « l'Aurore », Le Coz, gérant et directeur du journal, a encouru, lui aussi une responsabilité pénale que le tribunal sanctionnera par une amende.

Attendu que si Le Dem a pu, du fait de la publication de l'article de Guillou, passer pour un traître aux yeux de certains électeurs, il est resté, malgré l'article, auprès de la grande majorité du public comme un homme estimable dont l'élection n'a pas dépendu de l'article de Guillou, mais uniquement des idées qu'il représentait et que les électeurs n'ont pas fait leurs, parce qu'elles étaient seulement celles d'un petit nombre d'entre eux ; que, dans ces conditions, et au vu de tous autres éléments du dossier pour l'appréciation du préjudice une somme de 15.000 francs de dommages-intérêts suffira pour assurer la réparation de ce préjudice.

Et, leur faisant application des articles sur la presse, modifiée par les ordonnances du 6 mai 1944 et 13 septembre 1945, des articles 60 et 463 du Code pénal, les condamne : Guillou Jean-François-Pierre-Marie, à la peine de 1.200 francs d'amende ; Le Coz Théodore à la peine de 800 francs d'amende ; les condamne, en outre, aux dépens. Statuant sur les conclusions de la partie civile, condamne conjointement et solidairement Guillou et Le Coz à payer à Le Dem, à titre de dommages-intérêts, pour toute cause de préjudice subi, une somme de 15.000 francs. Ordonne aux frais de Guillou et Le Coz l'insertion du présent jugement dans les numéros des journaux « La Bretagne » et le « Breton Socialiste » qui suivront la signification du jugement et ce sous une astreinte de 200 francs par jour de retard, pendant un mois, passé lequel délai il y sera fait droit. Condamne les prévenus aux dépens dans lesquels seront compris les frais de Me Croissant, avoué, dont l'intervention a été reconnue nécessaire à la cause. Les condamne, en outre, conjointement et solidairement au remboursement des frais liquidés à 8.080 francs 85 en ce non compris le timbre, l'enregistrement, les extraits et 20 fr. pour droit de poste. Fixe quant à l'amende et au paiement des frais envers l'Etat la durée de la contrainte par corps à 14 jours, le tout par application des articles, etc...

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 250 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 125 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 65 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 100, rue Réaumur, Paris (2e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :

Soutiens « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.

LA VIE DU PARTI

Région parisienne

DISCUSSION SUR L'U. R. S. S.

En vue de la préparation de la Conférence sur l'U. R. S. S., le Comité Régional Parisien a décidé, dans sa réunion du 9 février 1947, de planifier la discussion sur l'U. R. S. S.

Les propositions suivantes ont été adoptées par le C. R. :

1°) La discussion aura lieu dans les cadres des Assemblées de Rayon (il nous a semblé, en effet, que la discussion serait ainsi plus riche que dans les cellules et qu'ainsi toutes les tendances pourraient s'exprimer) ;

2°) Quatre réunions s'échelonnant sur 3 trois, 3 mois 1/2 auront lieu dans chaque rayon (ces réunions pourront remplacer les réunions de cellule) elles porteront sur 1°) la nature de l'U. R. S. S. ; 2°) La politique extérieure de la bureaucratie soviétique (France, Angleterre, Amérique, pays coloniaux et semi-coloniaux) ; 3°) Le glacis ; 4°) La notion du « défensisme », le retrait des troupes d'occupation, etc.

3°) Les temps de rapport seront égaux pour chaque tendance. Les rapporteurs seront désignés par les rayons.

ATTENTION

Dans le cadre de la préparation de la Conférence Nationale sur l'U.R.S.S. et du Congrès Mondial, les camarades Montal et Magnieux feront, le dimanche 16 février, à 14 heures, au Palais de la Mutualité, salle Y, un exposé sur la question de l'U.R.S.S. Tous les camarades de la Région parisienne du parti y sont cordialement invités.

Administration régionale

Une nouvelle réunion est prévue pour les trésoriers de la R. P., absents à la dernière réunion du mardi 4 février 1947. Elle aura lieu le

MARDI 18 FEVRIER 1947
à 20 h. 30 précises

au local central (si le trésorier ne peut assister à la réunion, le bureau de la cellule devra déléguer un des membres).

Permanence du trésorier régional :
Lundi, jeudi, de 18 h. 45 à 20 h. 15.
Samedi de 15 h. à 19 h. 30.

A la disposition des trésoriers de cellules :
— Bulletin intérieur du 3-1, n° 11.
Démarcation entre les programmes du S. W. P. et du W. P.

★

Les responsables de cellule doivent commencer DES CETTE SEMAINE à ramasser l'argent des billets de la fête. Les sommes doivent être rapportées à la direction de la R. P. à partir de jeudi soir. La semaine suivante, l'argent des billets nouvellement vendus devra également être rapporté à partir du jeudi.

PERMANENCE DU BUREAU REGIONAL

Pour des raisons techniques, la région parisienne ne peut plus assurer une permanence toute la journée. Les responsables du bureau régional assureront la permanence tous les soirs, de 18 heures à 19 h. 30 et le samedi de 14 h. 30 à 19 h. 30.

★

ASSEMBLEE GENERALE DU RAYON EST

Café « La Chope du Combat », place du Colonel-Fabien, lundi 17 février, à 20 h. précises.

Ordre du jour :

LA NATURE DE L'U.R.S.S.

Première réunion en vue de la préparation de la conférence nationale.

CERCLE LENINE

Depuis le début de janvier fonctionne, au Palais de la Mutualité, un Cercle de conférences et d'exposés auquel sont cordialement invités tous les lecteurs de la « Vérité ».

Comprendre le sens de la situation actuelle, le cours de la lutte des classes, les tâches révolutionnaires, tel est le but que se propose le « Cercle Lénine ». Que les camarades travailleurs manuels et intellectuels viennent, nombreux, écouter ses conférences et ses exposés : ils se persuaderont qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle entreprise pour déformer le marxisme et son aspect offensif. Le « Cercle Lénine » ne veut que définir l'attitude révolutionnaire sur tous les plans : économique, politique, idéologique, et montrer la voie de la révolution prolétarienne et de la libération de l'homme.

REUNIONS DU MOIS DE FEVRIER :

Jeudi 20. — Exposé. Théorie marxiste des crises économiques, par X Blanchard. Salle X, à 17 h 30.

Jeudi 27 — Conférence : « Où va l'Angleterre ? », par Pierre Frank. Salle M, à 21 heures.

Loire

DE SAINT-ETIENNE

N'ayant pas été convoqués par le Comité d'organisation du meeting du 9 février, nous nous sommes tout de même présentés à l'U. D., qui était chargée de l'organisation. Deux camarades ont demandé de prendre place au présidium et d'avoir droit à un certain temps de parole. »

M. Thibaud, en présence de Thivel, a répondu qu'en aucun cas, et quelle que soit la proposition que notre organisation lui ferait, il ne nous donnerait de réponse. A nos demandes d'explications, il n'a répondu par aucune raison, sauf qu'il nous combattrait de toutes ses forces. C'est évidemment plus facile que de justifier « la ligne » de notre U.D., qui, sous la direction de Thibaud, met un soin tout particulier à ne pas dévier d'un quart de pouce vers la gauche.

L'explication de l'ostracisme dont nous sommes victimes, nous n'avons pas besoin que Thibaud nous la donne. Il a bien trop peur que nous rappelions que la lutte contre le fascisme n'est pas autre chose que la lutte de classes.

En discourant en compagnie d'un P. Ronin, c'est une vérité qui ne risque pas de choquer ses oreilles. Courage, Thibaud, encore un petit effort, et le P.R.L. lui-même sera à vos côtés pour défendre la démocratie !

Loir-et-Cher

La cellule de Vendôme a procédé, avec les affiches contre la guerre d'Indochine, à son premier collage depuis sa création. Tout s'est très bien effectué et le camarade Claude a fait preuve, à cette occasion, de qualités professionnelles. Ces affiches renforceront la campagne menée par la cellule contre la guerre d'Indochine, et qui a eu un écho certain dans les milieux ouvriers.

D'autre part, contact a été pris avec deux camarades de Blois et il sera possible de créer d'ici peu une cellule dans cette ville. Bientôt d'autres contacts seront pris avec le Loir-et-Cher sud.

La parution et la diffusion d'un bulletin local sont à l'étude.

Michel EDMOND.

Listes de souscription

DU 31 JANVIER AU 7 FEVRIER

Vietnamiens de Sorgues, 5.000 ; de Verdun-sur-Garonne, 400 ; Bucaille, 100 ; Un groupe de mineurs de Tuvinot, 50 ; X..., 100 ; Katina, 100 ; d'Albi, 100 ; Garcia, 100 ; Bary, 100 ; de Toulouse, 4.400 ; Florence de Choisy, 300 ; X..., 500 ; Lani, 100 ; Périer, 50 ; Duvernois, 350 ; Dupuy Châteauponsac, 150 ; de Montbrison (complément), 50 ; Gérard et Lucienne Bloch, 100 ; X..., 30 ; Fayolle, 100 ; de Bastia (Corse), 500 ; Vietnamiens de Montauban, 6.700 ; Floquet, 30 ; Delmaille, 50 ; Combes, 50 ; Massin, 60 ; G. C., 1.000 ; J. G. P. P., 2.000 ; J. B., 2.000 ; Un sympathisant à Odéon, 45 ; Dubot, 50 ; Vietnamiens de Sorgues, 500 ; Saint-Etienne, 160 ; Vietnamiens de Bergerac, 1.200 ; de Lille, 800 ; Charles, 200 ; Lafond, à Thiers, 100 ; Pruvost, 50 ; Jean Finas, 1.000 ; Vietnamiens de Limoges, 1.630 ; Rospars, 150 ; Sasso, 60 ; Vietnamiens de Marseille, 12.000 ; Vietnamiens de Carcassonne, 3.500 ; Vancoille, 2.500 ; de Lyon, 490 ; Schaetsaert, 100 ; Lengrand, 50 ; Vietnamiens de Cazaux, 2.300 ; Vietnamiens de Belfort, 2.000 ; Vietnamiens de Bergerac, 3.669 ; Begcef, 20 ; Un sympathisant, 100 ; de Châlons, 33 ; Guidotti, 50 ; Un colonial 100 ; Vietnamiens de Thiers, 2.000 ; X., 100 ; Beck, 250 ; Vietnamiens de Sorgues, 5.000 ; Serret, 25 ; Sasso, 30 ; Mallegol, 25. Total : 69.957 francs.

DU 8 AU 11 FEVRIER

Selam, 100 ; Richez, 100 ; Vietnamiens de Belfort, 1.500 ; Tranh Dau (Saïgon), 5.000 ; Lorenzo (une heure de travail), 35 ; Van, 100 ; Gauthier, 1.000 ; Anonyme, 150 ; Cellule J. C. I. Nord, 400 ; Un sympathisant, 190 ; Mars, 200 ; J. C. I. Vincennes, 100 ; Delaru, 100 ; Un ex-P.C.F. antistalinien, 150 ; Deux intellectuels sympathisants, 120 ; Un écrivain révolutionnaire, 500 ; Un sympathisant, 105 ; Anonyme, 250 ; Dumoulin, 100 ; Gregoris, 500 ; Pennec Jean, 75 ; Baila G., 100 ; Henriette, 300 ; Rubard Louis, 50 ; Mirol, 10 ; Silard Georges, 20 ; Heloupsi Henri, 20 ; Servais Jean, 20 ; Léger André, 100 ; Moreau Albert, 10 ; Robin Henri, 10 ; Louazel, 10 ; Merino, 20 ; Huhlau Constant, 15 ; Cunuda Jean, 10 ; Marchand, 10 ; Renaud Jean, 10 ; Bugault François, 20 ; Leyell Pierre, 10 ; Le Neve Roger, 10 ; Tessyer Maurice, 15 ; Messelier Henri, 50 ; André, 10 ; Levell Victor, 10 ; Geoffroy, 50 ; Rolfes, 10 ; Un groupe de jeunes révolutionnaires poitevins, 50 ; Roy Pierre, 50 ; Franquin Pierre, 100 ; Dauphant, 70 ; Engelbert, 200 ; Région lyonnaise, 3.000 ; Hospices de Lyon, 1.000 ; Lambert, 100 ; Calves, 600 ; Michaud, 100 ; Ouvrard Denise, 100 ; Beck, 300 ; Makarovsky, 1.000 ; Vu Van Nam, 2.000 ; Loron, 225 ; Brest, 200 ; Dommelin, 200 ; Un marinier à bord de sa péniche, 100 ; Besançon, 1.000 ; Messager Jean, 100 ; Quaegebeur, 100 ; Pecker Jean-Claude, 200 ; Un groupe de sympathisants de Beauvais, 900 ; L. B. et les techniciens d'une usine d'aviation, 1.400 ; Vietnamiens d'Angers, 1.000 ; Paoli Martin et Max, 14.000 ; 3 cellules de la R. P., 10.000 ; Craipeau, 5.000 ; Zeller, 3.750. Total : 58.410.

Chez les P.G. allemands...

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

litant communiste et des épreuves que le nazisme lui a fait subir. Il attend, depuis des mois, une réponse ou la preuve que sa voix a été entendue.

Puisqu'on veut que ce soit le prolétariat allemand qui paie, il faudrait au moins que les efforts demandés, la production exigée de nous, soient au bénéfice du prolétariat français et non à celui de ses capitalistes. Qu'on mette les P.G. au côté du prolétariat français pour les travaux de reconstruction des maisons ouvrières, qu'on les utilise comme des ouvriers qui collaborent au côté d'autres ouvriers au relèvement des ruines dont souffre le peuple ; mais que cette collaboration des deux prolétariats qui doit amener enfin une compréhension de leurs tâches communes et l'émancipation de tous, ne soit pas considérée comme une revanche où l'on fait payer aussi bien les irresponsables que les autres, alors que les exploiteurs mangent encore les marrons tirés du feu pour eux.

Et surtout, que ce « paiement » ne fasse pas du P.G. un esclave au service de l'économie capitaliste !

A quoi utilise-t-on les P.G. ?

Comme auxiliaires de l'armée française et du militarisme toujours identique à lui-même.

Comme ordonnances des officiers. Comme complices involontaires — ou volontaires — de toutes les gabegies de l'armée et des galonnés — Comme domestiques ou bonnes à tout faire, prêtés aux frais de la princesse aux amis de messieurs les officiers.

Comme hommes de peine dans les diverses administrations pour lesquelles on demande d'ailleurs une réduction de personnel ; comme main-d'œuvre au profit de ces industriels et de ces entrepreneurs qui, avec les nazis, ont été les négriers, ceux-là qui ont fait suer de l'argent au prolétariat français ;

Comme concurrents de l'ouvrier français ou colonial ;

Comme briseurs de grève.

Si on les rapatrie, comme on a fait des Sarrois, c'est pour intensifier la production de charbon au bénéfice de l'industrie lourde de l'acier et du fer.

Nécessité d'une vraie propagande communiste...

Z..., qui a fort bien compris le mécanisme de cette utilisation du P.G. allemand et qui a saisi où en allait le profit, analyse ce mécanisme en marxiste. Il ne comprend pas comment le P.C.F. qui se réclame du marxisme peut apparaître comme un défenseur de ce système et, qui plus est, se faire le défenseur le plus acharné, le promotteur le plus virulent de cette exploitation. Il voudrait entrer en contact avec un responsable communiste pour discuter avec lui de ce qu'il prend pour une erreur et une faute d'incompréhension. Il voudrait lui montrer les dangers de cette contre-propagande qui ne peut que rejeter les P.G. loin du communisme.

...pour éviter un nouveau fascisme

Les conséquences de cet abandon du P.C.F. de la tâche qui devrait être celle d'un parti ouvrier digne de ce nom, à savoir, la propagande de son idéal économique et social et la propagation des idées révolutionnaires peut amener des conséquences tragiques pour le sort de toût le prolétariat.

Par la faute de cette carence criminelle, la partie prolétarienne des P.G. et ceux que les circonstances ont prolétarisés — cela représente une imposante majorité — ne pourront pas adhérer à un idéal communiste. Ecœurés du capitalisme, détournés de l'hitlérisme, dont ils ont compris l'ignominie, ils ne savent plus où aller puisque tout est fait pour leur boucher la seule voie de salut. Après l'existence qui leur est faite dans les camps, après celles qu'ils auront en Allemagne à leur libération, ils seront mûrs pour aller encore comme des « desesperados » vers un fascisme nouveau qui leur apparaîtra différent de l'hitlérisme mais qui les entraînera dans les mêmes ornières et les mêmes crimes.

Une fois de plus le capitalisme sera le fourrier volontaire de ce fascisme ; mais le stalinisme, inconscient peut-être, lui aura apporté tout l'appui de ses reniements et de ses abandons.

DIMANCHE 23 FÉVRIER

AU PALAIS DE LA MUTUALITE
A 15 HEURES

GRANDE FÊTE DE "LA VÉRITÉ"

SUIVIE A 21 HEURES D'UN

BAL POPULAIRE

à grand orchestre

AU COURS DE LA FETE

TIRAGE DE LA TOMBOLA

DES CHŒURS PARLES
LE PRESTIDIGITATEUR SELDOW
MAURICE BAQUET
ROGER BLIN
La chorale « CHANTONS AU VENT »
LES COMPAGNONS DE LA ROUTE
ETIENNE DECROUX et sa troupe
PIERRE LATOUR

DEVANT LA PRISON
scène de la révolution irlandaise, de Lady Gregory
avec SOLANGE GUILESNE
et JEANNE HERVIALE

LE VRAI BLANCO POSNET

Farce en 1 acte de Bernard Shaw (Interdite en Angleterre.)

avec RAYMOND BUSSIERE

Marcel Rainé, Raymond Raynal, Jeanne Herviale, Solange Guilesné, Zania Aubier, Nadine Lefébure, Anna Raitière, Claude Kilian, Gosselin, Roger Blin, etc., et la chorale « Révolution ».

La vie du journal

LA CAMPAGNE D'AGIT.-PROP.

Voici une bonne idée pour la campagne d'agit.-prop.

Différentes cellules ont mis de côté, au fur et à mesure, les numéros invendus de LA VERITE et ont découpé le titre de chaque journal.

Ces titres, collés sur des feuilles de papier de couleur voyante, et voici une série de petites affichettes d'un prix de revient presque nul, qui popularisent le titre du journal.

★

Camarades de province, continuez à nous tenir au courant de votre travail d'agit.-prop. pour LA VERITE. Faites-nous parvenir des photos, que nous passerons dans le journal. Jusqu'à la fin du mois de février la campagne pour LA VERITE ne doit pas faiblir.

ÉDITORIAL

(Suite de la 1re page)

Ainsi tout devient clair. Le Parti Communiste Français s'efforce, non de guider les travailleurs dans leurs luttes, mais d'influencer l'Etat, arbitre entre les classes. Ce prétendu arbitre peut-il être rien d'autre, en régime capitaliste, que l'instrument de la classe dominante ? Frachon veut nous en persuader. Pour y parvenir, il commence par confondre *Etat* et *gouvernement*. On sait pourtant que les ministres se succèdent sans rien changer à la structure de l'Etat. Dire que la police serait devenue socialiste parce que le ministre de l'Intérieur est socialiste, ou l'armée communiste, cela n'a évidemment pas de sens. L'Etat est et reste bourgeois tant que les capitalistes dominent le pays. Et pour pénétrer dans cet Etat, les ministres « ouvriers » doivent coûte que coûte devenir les serviteurs des intérêts capitalistes.

Frachon et les dirigeants de la C.G.T. manquent à leur devoir, quand ils enseignent la résignation, l'espoir en l'Etat, au lieu d'organiser la lutte, d'unir toutes les catégories ouvrières dans la bataille et pour la bataille. Qu'attendent-ils ? Qu'une fraction de la classe ouvrière, lasse des promesses et éduquée par Frachon dans la religion de l'Etat se jette dans les bras des partisans de l'Etat fort ?

Il risque alors d'être trop tard.

On nous écrit :

Nous recevons la lettre d'un de nos lecteurs qui nous donne son avis sur la hausse des prix suivie de la baisse de 5 % et la compression administrative :

Voici mon opinion sur la hausse du métro, de l'électricité, du gaz, du charbon, qui a des répercussions sur le prix des principales denrées.

Léon Blum ne pouvait-il pas, avant la baisse des 5 %, s'arranger avec ses ministres socialistes pour éviter une hausse qui a des effets catastrophiques pour la classe ouvrière?

Voilà qui en dit long sur le dévouement des chefs socialistes pour les travailleurs.

Quant à moi, j'ai perdu toute illusion sur le parti qui a eu dans ses rangs un Paul Faure.

A propos du licenciement des cinquante mille fonctionnaires, notre lecteur confirme ce que disait la *Vérité* la semaine dernière : la compression administrative ne touche que les lampistes :

Je viens de voir un vieux copain qui était employé à l'Hôtel de Ville et qui vient d'être remercié pour limite d'âge. Comme de juste, c'est un « lampiste » : il gagne 5.300 francs par mois comme garçon de bureau.

Il faut noter que l'on flanque dehors des garçons de bureau que l'on a acceptés les bras ouverts, car la ville de Paris trouvait très peu d'employés, étant donné leurs salaires de misère. Ces salaires étaient tellement bas que l'on a engagé des femmes comme garçons de bureau.

Quant aux chefs de service, la limite d'âge n'intervient pas pour eux.

Il y a à l'Hôtel de Ville un chef de service de soixante-douze ans qui ne prend pas sa retraite et que l'on tolère.

Il y a deux poids et deux mesures.

Les uns pour le lampiste, les autres pour les gros bonnets, L'Hôtel de Ville fait des économies.

Il y aurait beaucoup à dire sur les réceptions qui y ont lieu.

Emile DEGREZ,
rue Greneta, Paris.

PERMANENCES

REGION PARISIENNE

Paris : 19, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14e. Tous les jours, de 15 h à 19 h. 30, et le dimanche de 10 à 12 h. Tél. SUF. 68-31.

Choisy-le-Roi : Permanences tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

Arcueil : Tous les vendredis, à partir de 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (Cité Jardins).

Le Raincy. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, à Clichy-sous-Bois.

MARNE

Reims : Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

Epernay : Ecrire à Alfred Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Châlons : Ecrire Vant, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

NORD

Lille : Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h à 12 heures.

TOURCOING : Café, 15, rue Franklin-Roosevelt (anciennement rue de la Belle-Vue), le samedi, de 17 heures à 19 heures.

Pas-de-Calais : Ecrire ou s'adresser à Laneres Jean, 5, rue des Balances, à Arras.

Amiens : Pour le regroupement des camarades et sympathisants, écrire à S. Kobs, poste restante, Amiens.

AISNE-ARDENNES

Pour le regroupement des camarades et des sympathisants de l'Aisne et des Ardennes, écrire : Vant, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

ALSACE-LORRAINE

Strasbourg : Café-restaurant, 43, rue de Neufelt, Strasbourg-Neudorf. Tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Erstein : Alain Redon, restaurant Schuh, 1, rue du Monastère, Erstein (Bas-Rhin).

Lorraine : Ecrire à G. PAGET, 1, rue de la Rostère, Chavigny (M.-et-M.), et L. Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy (M.-et-M.).

OUEST

Charente-Maritime : Ecrire à Juillot, propriétaire expulsant, à Epargnes.

**La

DU MONDE ENTIER

AFRIQUE DU SUD

La conférence des organisations indigènes qui se tient à Durban, organisera le boycottage du voyage du roi d'Angleterre.

ALLEMAGNE

Les libéraux-démocrates (néo-fascistes) s'opposent à la nationalisation des trusts berlinois.

Bombes au quartier général américain à Brême.

Grève générale à Nuremberg pour protester contre l'attentat nazi contre le tribunal de dénazification. Meeting monstre de 25.000 travailleurs.

Huit membres de la direction régionale du parti communiste de Cologne démissionnent. Ils réclament le retour à la tradition révolutionnaire.

A Nuremberg les nazis posent des affiches demandant la suppression immédiate des tribunaux d'épuration.

ANGLETERRE

Le général Hodgson promet « 35.000 fusils et son appui-moral » aux bandes fascistes albanaises.

Il y aura bientôt 2.000.000 de chômeurs à cause de la pénurie de charbon.

ARGENTINE

8 février : Découverte d'uranium dans la région de St-Louis. 9 février : Visite de l'ambassadeur américain au ministre des Affaires étrangères argentin.

CHINE

Le parti communiste dénonce les emprunts et les traités conclus par le gouvernement Tchang Kaï Chek sans consulter la classe ouvrière.

ÉGYPTE

Construction d'une prison spéciale pour les journalistes qui violent les lois antidémocratiques sur la presse.

ESPAGNE

Explosion d'une bombe dans un restaurant de marché noir de Barcelone ; exécution du maire fasciste de Vigo ; exécution d'un mouchard dans la banlieue ouvrière de Madrid.

Joaquim Maurin, leader du P.O.U.M. est arrêté pour la troisième fois.

ÉTATS-UNIS

Le candidat républicain à la présidence, Harold Stassen réclame l'interdiction des piquets de grève.

Le gouvernement américain fait détruire plusieurs millions de tonnes de pommes de terre. Quelques jours avant, le comité du ravitaillement de l'O.N.U. avait proclamé toute destruction de marchandises : crime international.

Mme Roosevelt déclare que l'U.R.S.S. a compris qu'elle ne pouvait pas convertir le monde entier au communisme. Il faut séparer nettement la crainte et le dégoût que nous inspirent les communistes américains et la possibilité de coopérer avec l'U.R.S.S.

Quatre généraux du ministère de la Guerre déclarent à des journalistes : « En cas de guerre contre l'U.R.S.S., nous avons déjà des plans pour former des groupes de « résistance » en Europe. »

La radio américaine commence des émissions vers l'U.R.S.S.

GRÈCE

Tandis que la commission d'enquête de l'O.N.U. se voit refuser par le gouvernement grec la grâce de condamnés politiques, des officiers de la mission anglaise assistent aux délibérations de ce gouvernement sur le « maintien de l'ordre ».

Le tribunal militaire de Yanitsa prononce quatre condamnations à mort. Opérations contre le maquis de Chacildique, dans l'Olympe, au mont Vermino et à Makrikomi (Arcadie).

Les partisans attaquent le poste de police de Nestorion.

Au Pirée, grève des ouvriers des chantiers navals, des imprimeurs et des dockers qui réclament respectivement 30 % et 60 % d'augmentation.

INDES

Vague de répression anticommuniste. 100 arrestations à Calcutta, 160 à New-Delhi, 40 arrestations à Lahore où des femmes musulmanes qui manifestaient pour la liberté de réunion sont arrosées de gaz lacrymogènes par la police.

ITALIE

Grève des employés de la loterie nationale dans tout le pays.

Le journal communiste « Progresso d'Italia » révèle qu'une armée royaliste de 90.000 hommes s'apprêtait à tenter un coup d'Etat le 25 mars prochain.

JAPON

Les syndicats protestent auprès des puissances contre l'interdiction du droit de grève. Malgré cette interdiction, cinq grèves ont déjà éclaté à Tokio.

Le colonel américain Murray, chargé de la garde de la Banque du Japon, vole 310.000 dollars de diamants.

NORVÈGE

Le syndicat des imprimeurs et typographes refuse d'imprimer deux hebdomadaires fascistes.

PALESTINE

Le partisan juif Dov Gruner, vingt ans, condamné à mort par les Anglais, refuse de demander sa grâce. L'organisation Irgoun, à laquelle il appartient, accroîtra la lutte armée contre l'occupant anglais s'il est exécuté.

Formation du parti sémitique, partisan du rapprochement entre Arabes et Juifs dans la lutte contre l'occupant.

En luttant contre les partisans palestiniens

l'impérialisme anglais se prépare à attaquer les masses ouvrières juives et arabes

La lutte contre les « partisans » prépare une offensive de l'impérialisme britannique contre les masses ouvrières juives et arabes.

Depuis une dizaine de jours, les Anglais évacuent les civils de Palestine, femmes, enfants, agents commerciaux quittent le pays.

Le haut commandement britannique a même donné l'ordre aux journalistes de quitter la Palestine, ce qui signifie qu'il veut s'assurer une entière liberté d'action pour « rétablir l'ordre ».

Cette évacuation, sans précédent dans les annales de l'histoire coloniale britannique, prouve l'ampleur de la lutte antiimpérialiste dans une contrée qui est une base stratégique de première importance pour l'Angleterre sur la route des Indes.

Les causes du terrorisme

La lutte armée engagée contre les troupes anglaises par l'Irgoun Tsvai Leoumi (1) et le groupe Stern (2) traduit l'exaspération de certaines couches de la population juive devant le sort tragique du peuple juif. Des centaines de Juifs qui ont connu Buchenwald et Auschwitz moisissent derrière les barbelés britanniques des camps de Chypre. En Pologne, les quelque milliers de Juifs rescapés des fours crématoires sont l'objet de pogromes déclenchés par les bandes réactionnaires.

L'indifférence mondiale devant la situation du peuple juif est véritablement la source du désespoir qui s'empare de ceux qu'on nomme les « terroristes » en Palestine. Il faut stigmatiser au passage l'attitude de l'impérialisme américain qui, en s'apitoyant sur le sort des Juifs « déplacés » d'Allemagne, leur refuse l'entrée aux U.S.A.

L'Agence Juive (3) complice de l'offensive anglaise contre le mouvement ouvrier

Il y a quinze jours, les Britanniques lançaient un ultimatum à l'Agence Juive, la sommant de donner l'ordre à la Haganah (4) de participer avec l'armée anglaise aux opérations contre l'Irgoun et le Stern. Cet ultimatum a été rejeté par l'Agence Juive. Son acceptation aurait discrédité l'Agence aux yeux des masses juives en démontrant ouvertement son rôle de Quisling. Mais l'Agence Juive a prescrit à la Haganah une « protection vigilante » contre l'Irgoun qui se traduit par des patrouilles de surveillance devant les établissements publics, la lacération de ses affiches, etc. Cela s'appelle « lutte préventive » contre le « terrorisme ».

L'Agence Juive, par cette aide équivoque accordée à l'armée anglaise est tombée dans le panneau du commandement britannique qui n'en attendait pas plus. La Haganah qui représente les forces vives de la masse ouvrière juive dévoile ses forces, sort ses armes, se livre à des actions qui peuvent susciter des rixes avec l'Irgoun et donneront le prétexte d'une intervention britannique en vue de désarmer la Haganah elle-même.

La possibilité d'une offensive contre la Histadrouth (5) est aussi envisagée. Par ailleurs, il semble que l'Agence Juive soit prête à accepter — sous certaines conditions — un plan de partage de la Palestine.

Les Anglais, en annonçant ce partage comme imminent, pourront fomenter des pogromes antijuifs de la part des Arabes sur lesquels ensuite s'exercera la répression. Notons que les dissensions entre Juifs et Arabes sont depuis vingt ans les résultats des provocations montées par l'impérialisme britannique. Comme on le voit derrière la lutte contre l'Irgoun les impérialistes anglais veulent créer progressivement un climat propre à une répression accrue contre les masses ouvrières juives et arabes. L'Agence Juive en acceptant d'engager la Haganah contre l'Irgoun se fait l'exécutrice des plans de l'impérialisme anglais. Elle brise l'unité possible d'un front antiimpérialiste uni en Palestine.

La véritable voie

Le nombre croissant d'ouvriers arabes qui s'éveillent à la vie syndicale sous la pression de la Histadrouth, les grèves récentes d'Haïffa, qui ont groupé les ouvriers juifs et arabes, inquiètent l'impérialisme anglais qui dans tout le Proche-Orient se mobilise contre les forces ouvrières. Tous les jours les camps de concentration installés par l'Angleterre en Erythrée se gonflent des militants de l'Irgoun, des communistes irakiens, de tous les lutteurs antiimpérialistes du Proche-Orient. Le Toudeh iranien (parti populaire) est aussi l'objet de la répression anglaise.

L'évacuation de la Palestine par les civils anglais est le prélude d'une attaque générale contre les forces populaires du Proche-Orient. En Palestine c'est la lutte en commun des masses ouvrières juives et arabes qui peut briser le plan britannique.

Pour un front commun de combat juif et arabe

Le véritable front de combat en Palestine contre l'oppression de l'impérialisme anglais doit naître de l'unité du prolétariat juif et arabe.

Les mots d'ordre nationalistes juifs écartent les masses arabes du combat mené par l'Irgoun et le Stern contre les Anglais.

La formule illusoire de l'Etat juif mise en avant par les Sionistes empêche les ouvriers arabes de soutenir les Juifs et soude les fellahs aux effendis (féodaux arabes) qui voient dans le prolétariat juif un foyer de contagion sociale pour les exploités arabes.

La classe ouvrière juive et arabe doit s'unir contre l'impérialisme anglais et la bourgeoisie locale, en réalisant une organisation syndicale unique et la fusion des forces armées juives et arabes.

(1) Organisation d'action directe. La traduction française donne « Organisation militaire nationale ». Son but est d'arracher par la lutte armée l'immigration juive en Palestine et l'évacuation des troupes anglaises.

(2) Surnom donné aux « combattants pour la liberté d'Israël » qui se distinguent par une audace inouïe dans leurs attentats. Les Sternistes sont partisans du terrorisme individuel.

(3) L'Agence Juive, créée lors de l'établissement du mandat anglais sur la Palestine, est un conseil représentatif des intérêts juifs dont l'exécutif est élu au prorata des tendances de l'organisation sioniste mondiale. L'Agence juive est aux mains de leaders réformistes et timorés qui ne demandent qu'à louvoyer avec l'impérialisme britannique.

(4) La Haganah est une organisations d'auto-défense fondée en 1920 pour protéger les colonies agricoles juives contre les attaques arabes. C'est une milice territoriale formée par des soldats occasionnels. Pratiquement tous les membres de la Histadrouth sont de la Haganah.

La Haganah a été incorporée pendant la guerre dans la 3e armée britannique. Elle dispose d'un armement assez considérable. Malgré la base populaire de la Haganah, la plupart de ses chefs font partie de l'Agence Juive.

(5) Histadrouth : centrale syndicale juive palestinienne comptant 140.000 membres et comprenant un certain nombre d'ouvriers arabes.

Seul le mot d'ordre d'une Palestine indépendante où une Constituante sera élue au suffrage universel, où Juifs et Arabes jouiront de droits égaux, peut cimenter l'unité judéo-arabe. (C'est vers ce mot d'ordre que s'orientent les tendances les plus progressives du mouvement ouvrier palestinien.)

Soutenant cette lutte, le prolétariat du monde entier exigera la libre immigration des Juifs d'Allemagne et de Pologne, de ceux qui souffrent derrière les barbelés de Chypre, dans tous les pays y compris la Palestine.

Le combat en commun des ouvriers juifs et arabes en Palestine permettra de détacher les fellahs de l'emprise des féodaux arabes et déjouera les éternelles manœuvres provocatrices de division des impérialistes anglais.

R. VALENSI.

Interrogatoire des habitants de Sdoth Jam, à 25 kilomètres d'Haïffa, parqués entre des barbelés comme des bœufs.

Une scène qui évoque des souvenirs douloureux en Europe... Elle se passe près de la gare de Jérusalem.

Répression contre les « terroristes », opérations de police, couvre-feu, rafles, voilà la Palestine sous l'oppression impérialiste anglaise.

Le nouveau Gouvernement émigré espagnol prépare le rapprochement avec les monarchistes

Le nouveau gouvernement espagnol émigré a finalement été constitué par M. Rodolphe Llopis, fade scribouillard social-démocrate qui, outre la présidence du gouvernement, s'est réservé le portefeuille des Affaires étrangères.

On y retrouve les mêmes partis et les mêmes organisations que dans le gouvernement Giral. Il serait faux cependant d'en conclure que rien n'a changé. Toute cette crise a été influencée par la résolution de l'O. N. U. qui prévoit l'abandon de la « légalité républicaine » et l'orientation vers un compromis avec « les autres forces antifranquistes », c'est-à-dire les monarchistes et les généraux.

Ainsi donc, les forces qui ont freiné, pendant la guerre, l'héroïque lutte des ouvriers et des paysans contre Franco s'épanouissent dans la grande manœuvre bourgeoise qui cherche dans l'armée un remplaçant éventuel de Franco.

ROURA.

Protestation des partis trotskystes aux U.S.A. et au Canada

contre les interdictions de nos meetings sur l'Indochine

« Une protestation énergique contre l'arrestation d'ouvriers français qui participaient à un meeting pour la liberté de l'Indochine a été remise aujourd'hui à l'ambassadeur de France au Canada et au gouvernement français, par Murray Dawson, directeur du « Labor Challenge » et représentant du « Revolutionary Workers Party » (Parti Ouvrier Révolutionnaire), section canadienne de la IVe Internationale.

» Le R.W.P. condamne cette violation du droit de réunion et des libertés démocratiques les plus élémentaires des ouvriers français. Il soutient la lutte des indochinois pour leur indépendance et réclame le retrait immédiat des troupes françaises d'Indochine. »

De son côté, James P. Cannon, secrétaire général du « Socialist Workers Party » (Parti Ouvrier Socialiste) (trotskyste) américain, a envoyé, le 31 janvier 1947, au président du gouvernement, Paul Ramadier, une lettre dont voici des extraits :

« Le « Socialist Workers Party » condamne avec énergie les atteintes portées par votre gouvernement au droit pour le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IVe Internationale) de se réunir et de défendre publiquement la cause de l'indépendance indochinoise...

» ...Au nom des ouvriers américains qui s'opposent à l'expédition impérialistée contre les masses indochinoises, nous réclamons une cessation immédiate des atteintes au droit de réunion et aux plus élémentaires libertés démocratiques. »

CAMARADE !

As-tu noté la nouvelle adresse de *LA VÉRITÉ* ?

FRANCO APPLAUDIT la guerre d'Indochine

La presse du sinistre dictateur espagnol est pleine de louanges pour le moine sanglant d'Argenlieu

Qui se ressemble s'assemble. On se souvient des officiers fascistes acculés par les travailleurs dans l'Alcazar de Tolède pendant la guerre civile espagnole, et auxquels « L'Epoque » (déjà !) fit envoyer une épée d'honneur. Eh bien, justement ces jours-ci, Merry Bromberger, correspondant en Indochine du journal gaulliste « Paris-Presse » comparait aux cadets de l'Alcazar la garnison française encerclée dans Hué par les vietnamiens. Franco va-t-il rendre la politesse à Leclerc et à d'Argenlieu et leur offrir une épée d'honneur ? Ce ne serait pas étonnant, car le bourreau fasciste du peuple espagnol dont le régime repose sur le sabre et le goupillon se sent évidemment plein de sympathie pour le moine-soldat d'Argenlieu. Jugez-en plutôt :

Le 24 décembre, le journal franquiste espagnol « Informaciones », Titre : Grande figure de Thierry d'Argenlieu au service de Dieu et de sa patrie. »

Mais les félicitations des valets de plume de Franco vont aussi à la politique colonialiste du « socialiste » Blum et de son gouvernement. Le 23 décembre, le « Diaro de Barcelona » écrit :

« Il faut croire que Blum, le socialiste français, semblable à un travailliste britannique, défenseur de l'idée d'une famille occidentale des Nations, a un plan mûr pour résoudre le problème d'Indochine. Il faut noter à son avantage sa courageuse décision de maintenir en Indochine l'amiral d'Argenlieu, si férocement combattu par les communistes et les partis de gauche. »

Enfin, le 18, le journal A B C exulte :

« Il faut convenir que les épisodes dramatiques d'Indochine ont stimulé la ferveur de l'adhésion au ministère Blum, que celui-ci mérite dans la mesure où sa réaction d'orgueil n'a pas été inférieure à celle qu'attendait la conscience du pays. Blum est un expert minutieux de la tactique que les Yankées préfèrent : resserrer les liens économiques qui unissent les territoires coloniaux à la métropole, étendre les bases stratégiques, former des gouvernements amis et après cela, l'indépendance n'est plus qu'un mot dont il ne faut plus s'inquiéter démesurément. »

Blum, tu peux être fier. La presse aux ordres de Franco te félicite, tu t'es donc conduit en « gérant loyal du capitalisme », comme tu dis, c'est-à-dire, en bon valet de la banque d'Indochine.

André REVEL.

Le colonialisme en Indochine.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

5. Occupation de la ville de Bac Ninh après incidents provoqués aux 1er et 3 août au Cau Dong, Bac Ninh.

6. Mouvements irréguliers des convois de relève ou de ravitaillement entre les centres d'implantation, déplacements sans préavis, effectifs dépassant les chiffres prévus par les accords, incidents très nombreux de toute nature (incidents de Cau Dong, Bac Ninh en juin-août 1946).

7. Utilisation par le gouvernement français de troupes d'origine non métropolitaine à des fins autres que la garde des prisonniers japonnais, contrairement à la convention du 6 mars.

8. Violation des accords locaux concernant le cantonnement, ravitaillement, occupation des bâtiments publics et privés, garde, postes militaires (objets de réclamations locales).

Il faut ajouter à cela la terreur policière en Cochinchine, le refus de restituer les centres occupés en Annam. Enfin, non seulement le referendum n'a pas été organisé, mais d'Argenlieu a créé artificiellement, à la veille de la conférence de Fontainebleau, l'Etat autonome de Cochinchine.

Réactionnaires et ministres ouvriers contre le Viet-Nam

Que Leclerc succède ou non à d'Argenlieu, la même politique de reconquête colonialiste se poursuivra en Indochine. P.R.L., M.R.P., Radicaux et partis ouvriers ont été unanimes à soutenir le moine sanglant. Socialistes et communistes français ont timidement parlé de la paix avec le Viet-Nam dans les colonnes du « Populaire » ou de « L'Humanité », mais, en fait, ils ont favorisé la guerre en votant les crédits militaires.

« Vous vous détournerez de ceux qui ont voté les crédits de police... les budgets de guerre, les **mitrailleuses braquées contre les peuples coloniaux** » écrivait Vaillant-Couturier en 1934.

Aujourd'hui, Billoux, ministre communiste (?), de la Défense nationale, approuve, en accord avec Ramadier, Reclore et Bidault, l'envoi de nouvelles troupes contre le Viet-Nam. Il se fait donc le complice de cette politique d'autant plus criminelle qu'elle mène à la mort de jeunes travailleurs français et viet-namiens et engloutit les 60 milliards qui seraient susceptibles de revaloriser les traitements des fonctionnaires.

A cette politique réactionnaire, approuvée par les ministres et députés ouvriers, nous opposerons la fraternisation prolétarienne. Les travailleurs français, arabes, hindous et du monde entier combattront aux côtés de leurs camarades viet-namiens en refusant d'expédier et de transporter des armes contre le Viet-Nam et en manifestant partout, dans leur syndicat, dans leur usine pour le retrait des troupes françaises d'Indochine et le droit du peuple du Viet-Nam à librement disposer de lui-même.

J.-R. CHAUVIN.

Camarade

ES-TU ABONNÉ A "LA VÉRITÉ"?

Comme nos F.T.P., les partisans vietnamiens se défendent héroïquement contre les chars et l'aviation de l'impérialisme français

Cinq traités de pillage impérialiste

Oui ou non LES PEUPLES disposeront-ils d'eux-mêmes ?

Le 10 février ont été signés à Paris les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande, ex-alliées de l'Allemagne.

Les peuples de ces cinq nations sont ainsi « punis » par des amputations de territoires et d'écrasantes réparations des crimes commis par leurs dirigeants, selon la bonne tradition impérialiste.

Les peuples de ces cinq nations auront ainsi payé trois fois.

Payé d'abord pour avoir subi le joug de Mussolini, du fasciste Antonesco, du roi-tyran Boris, des gardes-blancs Horthy et Mannerheim, pour avoir été exploités, torturés emprisonnés par des régimes de terreur que les vainqueurs d'aujourd'hui soutenaient avant la guerre.

Payé ensuite pour avoir été envoyés crever dans les déserts d'Afrique et les plaines russes par ces dirigeants qui menaient la guerre de Hitler, la guerre contre l'U. R. S. S.

Et enfin payé pour s'être soulevés contre leurs maîtres et pour avoir balayé le fascisme, car ces traités de brigandage ne peuvent même pas prendre prétexte de la « responsabilité collective », comme on le fera pour l'Allemagne d'ici quelques mois.

Cette iniquité projette une lumière crue sur les méthodes et les buts de guerre du capitalisme. Et les chartes de l'Atlantique et de San Francisco apparaissent une fois de plus comme des phrases creuses.

Elles proclamaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et maintenant on a tranché dans la chair vive des peuples sans même faire mine de les consulter. La Transylvanie, jadis « volée » par la Hongrie aux Roumains est aujourd'hui « reprise » par la Roumanie aux Hongrois, sans que ses habitants se soient prononcés. La France vole à l'Italie Tende, Brigue, et des morceaux de territoires au Mont Saint-Bernard, au Mont-Cenis, au Mont-Thabor et au Chaberton. Le prétexte? Certaines de ces populations parlent français, le même prétexte qu'invoquait Mussolini pour réclamer Nice italienne. La réalité? Les puissantes installations hydroélectriques et ferroviaires des régions volées.

Une seule différence sépare cette « paix » de celle que Lénine appelait la « paix des brigands de Versailles ». C'est que cette fois-ci les dirigeants soviétiques, loin de la dénoncer, l'ont signée.

Et pourtant, malgré quelques avantages pour l'U.R.S.S., ces traités sont dans une grande mesure dirigés contre elle. Certes, l'U.R.S.S. récupère la Bessarabie et la Bukovine, Viborg, la Carélie et Petsamo. Mais qui, lors des traités de paix de 1918, avait organisé le vol de ces territoires à la jeune Russie Soviétique, sinon les puissances aux côtés desquelles l'U.R.S.S. signe aujourd'hui les nouveaux traités? Or ces puissances font savoir dès maintenant qu'elles ne reconnaîtront pas « de jure » certaines des nouvelles frontières de l'U.R.S.S.

En revanche, le nouveau statut de Trieste, l'attribution du Dodécanèse à la Grèce fasciste, sont autant de pistolets braqués contre l'U.R.S.S. et sa zone d'influence par les Anglo-Américains.

Charles Ronsac, dans « Franc-Tireur », le lendemain du traité, a bien raison d'écrire : « Vainqueurs » et « vaincus » se sont battus et continueront au nom de la révision, à se battre pour quelques milliers de kilomètres carrés de territoire ou quelques milliers de « nationaux »... L'inévitable réveil du sentiment national aurait pu être canalisé. Il fut encouragé. Chaque peuple a mal à son prestige. L'internationalisme ouvrier serait-il le VRAI vaincu? »

En effet, ces traités « de paix » contiennent les pires germes de guerre et sèment la haine entre les peuples. Déjà Italiens et Yougoslaves se sont battus dans les rues de Rome. Mais l'internationalisme ouvrier peut revivre, si les travailleurs de tous les pays lèvent toujours plus haut l'étendard de la IVe Internationale, sur lequel est inscrit le mot d'ordre de paix sans annexions ni réparations, le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

André REVEL.

S'IL Y A UNE 3e Guerre Mondiale 25 MILLIONS D'HOMMES mourront le 1er jour !

Pendant que les forces armées américaines renforcent activement leurs bases en Alaska (c'est-à-dire près des côtes de la Sibérie), M. Patterson, ministre de la Guerre des Etats-Unis, l'amiral Blandy et le général Kenney ont prononcé des discours très significatifs au cours de la « Conférence féminine pour la Défense nationale ». Voici quelques-unes de leurs déclarations :

Blandy : « *Actuellement, il ne peut être question de désarmement mondial... Quand il y aura une guerre, aucun contrôle de l'énergie atomique ne sera possible.* »

Patterson : « *S'il n'y a pas assez de volontaires pour le service militaire, le Parlement devra élargir la loi de recrutement...* »

Kenney : « *En cas d'une nouvelle guerre, il faudrait s'attendre à la possibilité qu'il y aurait vingt-cinq millions de morts au cours du premier jour des hostilités...* »

Charmante perspective. Et nullement fantaisiste. Tous les savants qui ont participé aux recherches atomiques prévoient l'anéantissement de tous les centres vitaux des pays belligérants dès les premières heures de la guerre.

Certains n'hésitent pas à prédire la destruction du genre humain.

Einstein pense que les deux tiers seulement de l'humanité périraient. Mais il est considéré comme un optimiste !

LE COURRIER DE LA PRESSE
FONDE EN 1889
« LIT TOUT »
« RENSEIGNE SUR TOUT »
CE QUI EST PUBLIE DANS LES Journaux, Revues et Publications de toute nature
Paraiss. en France et à l'Etranger et en fournit les extraits sur tous sujets et Personnalités
Circul. expl. et Tarifs env. franco
Ch. DEMOGEOT, Directeur
21, boul. Montmartre, PARIS-2e

LA FIN DE L'ENQUÊTE de GRÉGORIS

L'Angleterre et la Grèce

V. — L'INDUSTRALISATION DE LA GRÈCE

La fin de la guerre de l'Asie Mineure coïncidait avec la « stabilisation » relative du capitalisme mondial. Le champ des spéculations « illicites » se rétrécissait. Les spéculateurs qui, pendant les dix années de guerres, avaient amassé d'énormes capitaux se mirent à la recherche de placements plus stables. Les réfugiés de l'Asie Mineure, les petits bourgeois et paysans ruinés, les soldats démobilisés, constituaient une main-d'œuvre qui s'offrait pour des salaires de famine. Ces deux facteurs déterminèrent un développement vertigineux de l'industrie qui s'effectua surtout de 1923 à 1927 et qui fut accentué par l'importation massive de capitaux étrangers. De 150.000 en 1922, le nombre des ouvriers montait à 700.000 en 1927.

L'ancienne bourgeoisie fut submergée par les nouveaux riches. Les mœurs du marché noir furent transplantées dans le domaine politique. Des généraux aventuriers se succédaient au pouvoir, abolissant les libertés démocratiques et instaurant des régimes de terreur.

Mais l'Angleterre a besoin d'ordre dans ce coin névralgique de son espace vital. En 1928 Londres dépêcha Venizelos, qui, aux élections, obtint une majorité de 80 % en promettant le retour à la démocratie. Il renvoya des dizaines de milliers de travailleurs dans les camps de concentration. Il a fait payer aux masses les conséquences de la crise économique de 1929. Aux élections de 1933, il fut battu par les partis royalistes qui avaient réussi à exploiter, par une phraséologie démagogique, le mécontentement des masses populaires.

En 1935, les vénizélistes déclenchèrent un coup d'Etat militaire de grande envergure, mais ils furent battus. Venizelos, ayant perdu la partie, l'Angleterre se tourna vers l'ex-roi Georges II. Après un referendum truqué, organisé par le général « démocrate » Condylis, la royauté fut restaurée.

La montée du mouvement ouvrier

Le premier cycle des luttes ouvrières (1918-1923) s'était clos avec la grève générale d'août 1923, noyée dans le sang par le général Plastiras.

L'accroissement numérique du prolétariat grec (1923-1927) s'effectua au détriment de son niveau politique. La nouvelle main-d'œuvre fut presque entièrement recrutée parmi les réfugiés de l'Asie Mineure. Sans aucun lien avec la tradition des luttes prolétariennes, ceux-ci, anciens commerçants, boutiquiers, petits propriétaires, etc., vécurent longtemps avec l'illusion du retour à leur foyer. Loin des organisations syndicales et politiques ouvrières, ils plaçaient leurs espoirs sur Venizelos. Jusqu'en 1930, ce furent surtout les branches où les anciens ouvriers prédominaient (industrie du tabac, communications, marine marchande, etc.) que les grèves ébranlaient.

Mais le retour de Venizelos dissipa les illusions des réfugiés. En 1932, lorsque la reprise économique favorisa une recrudescence des luttes ouvrières, ils se trouvèrent à la pointe du combat. A partir de ce moment, le mouvement ouvrier entre dans une nouvelle période héroïque qui atteint son point culminant au printemps 1936.

La dictature du général Metaxas

A la veille des luttes grandioses du prolétariat français (juin 1936) et de l'épopée espagnole, la Grèce fut secouée par une offensive générale de la classe ouvrière à laquelle s'allièrent de larges couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie citadine. Un gigantesque mouvement gréviste, suivi d'occupations d'usines, sema la panique dans les rangs des possédants.

Le triomphe du mouvement prolétarien signifierait la fin de la mainmise britannique sur la Grèce.

Le 4 août 1936, profitant d'un moment de fatigue des masses et de la politique de capitulation des chefs du « front populaire » le général Metaxas, soutenu *ouvertement* par l'ambassadeur britannique, abolit la constitution et instaura une dictature calquée sur le modèle hitlérien. La Grèce fut transformée en un immense camp de concentration. Autour des flammes des livres « antinationaux » brûlés sur les places publiques, la réaction déchaînée chantait la naissance de ce qu'elle appelait la « 3e civilisation hellénique ». C'est sous ce régime que l'agression italienne trouva le peuple grec en octobre 1940.

La résistance grecque

Le monde connaît l'épopée de la résistance grecque. Ce fut le peuple travailleur, les ouvriers, les paysans, les petites gens des villes qui créèrent cette épopée. Au delà de la libération nationale, ils voyaient la naissance d'un monde nouveau, sans roi, sans dictateur, sans camps de concentration et sans exploiteurs. Ils le disaient dans leurs chansons du maquis et lorsque les Allemands furent chassés, c'est ce monde nouveau que le peuple résistant a voulu édifier.

L'occupation anglaise

Mais si le peuple grec avait réussi à prendre en main ses propres destinées, la Grèce aurait cessé d'être un pion sur l'échiquier britannique. Voilà pourquoi, en décembre 1944, Churchill envoya ses avions et ses tanks contre le peuple grec. Voilà pourquoi l'occupation anglaise remplaça l'occupation allemande. Voilà pourquoi sous les auspices du travailliste Bevin, la Grèce est de nouveau un immense camp de concentration dans lequel des bandits de droit commun, aux ordres d'un gouvernement de collaborateurs, assassinent les meilleurs combattants de la Résistance grecque qui continue.

La cause du peuple grec, c'est la cause de tous les peuples opprimés, de tous les exploités du monde. Elle triomphera si les prolétaires de tous les pays et, avant tout, les prolétaires anglais, la considérant comme leur propre lutte, l'appuient de toutes leurs forces matérielles et morales. Les Grecs ne demandent que le retrait des troupes britanniques. Quant à la réaction indigène, ils sont capables de la liquider rapidement, dès qu'elle n'aura plus les tanks britanniques pour la défendre.

GREGORIS.

...ILS AURAIENT TORT DE SE GÊNER !...

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

« A Avignon, des manifestants chantaient la « Marseillaise » : je les laissais tranquilles. Mais il y en avait d'autres qui chantaient l' « Internationale », alors vous comprenez... » Voilà ce que Knipping a dit à ses juges pour justifier son attitude pendant l'occupation. Et vous voudriez qu'on maintienne des gens pareils en prison ? Et vous voudriez qu'on en condamne à mort de temps en temps ? De si bons serviteurs ?

« Quels crimes ont-ils commis ? » demandait, avec un joli mouvement naïf le plumitif de Paroles françaises, *le 13 décembre déjà. Et de répondre : « Celui d'avoir porté, dans quelques manifestations, l'uniforme de Doriot et Bucard... Combien n'ont vu là qu'une espèce d'organisation de boy-scouts... »*

« Amnistiez ! » Voilà le nouveau cheval de bataille de la réaction...

Deux ans après le discours seul gouvernement » avait dit ce brave Maurice Thorez qui exigeait la dissolution des milices patriotiques et des comités d'usine. Pour ne pas effrayer la bourgeoisie...

Certes, la bourgeoisie on ne l'a pas effrayée... Comme on peut le voir aujourd'hui, on l'a plutôt encouragée. A vous la parole, camarades du Parti Communiste Français. Vous avez défilé, dimanche dernier, pour manifester votre haine du fascisme et votre volonté de ne plus revoir de 6 février...

Très bien ! Mais quoi, maintenant ? Allons-nous laisser blanchir tant de collabos après en avoir vu tant d'autres libérés avant terme ou même jamais inquiétés ? Ou bien, allons-nous unir les forces ouvrières, et dans la lutte revendicative, et dans la lutte antifasciste ?

A notre humble avis, ça vaudrait mieux que de compter sur la vaillante police résistante... Ou sur un M. Marié, ou sur un M. Teitgen...

Fred ZELLER.

Amnistiez les boys-scouts !

d'Ivry, est-ce étonnant ? « Une seule armée, une seule police, un

Des métallos doivent vivre avec 27.50 et 34 fr. de l'heure

et certains subissent une baisse des salaires

En attendant les temps meilleurs que doivent nous apporter les « baisses » successives de 5 %, les ouvriers de la S.N.C.A.C., à Boulogne-Billancourt, ont subi une diminution de salaire allant, pour certains, jusqu'à 12 fr. de l'heure du fait de la baisse du boni. Dans beaucoup d'usines, particulièrement dans l'électricité, les salaires deviennent de plus en plus des salaires de famine.

Comment un O.S. peut-il faire vivre sa famille avec un salaire horaire de 34 fr., un manœuvre avec un salaire de 27 fr. 50 ?

Par l'action, les métallos obtiennent des acomptes

Dans certaines entreprises, des acomptes de 10 et 15 % ont été déjà obtenus sur le modeste minimum vital fixé par la C.G.T. à 7.000 fr. par mois.

Chez Morane-Saulnier (aviation-Puteaux), une délégation ouvrière a demandé à la direction d'accorder sans délai le minimum vital de 35 fr. de l'heure, tout en maintenant les avantages acquis — 12,50 de l'heure, soit, en tout, 47 fr. 50 de l'heure pour les manœuvres.

Après Unic (automobiles-Suresnes), où les ouvriers arrachèrent voici quelque temps, par la grève, une augmentation horaire de cent sous, un certain nombre d'usines de la banlieue ouest de la région parisienne ont débrayé à leur tour et marqué des points.

Une préparation minutieuse de la grève chez Renondin (Suresnes) fait céder le patron avant même le débrayage.

Chez Guillaumet (teintureries à Suresnes) le mouvement est freiné par les dirigeants syndicaux. Il obtient cependant une victoire partielle : 3 fr. d'augmentation horaire.

A la Carrosserie automobile de Levallois, la grève arrache au patron une augmentation horaire de 17 fr. répartie sur le salaire et le boni.

Depuis, d'autres débrayages ont eu lieu dans un certain nombre d'entreprises. Le résultat ne peut faire aucun doute : que la grève soit organisée solidement comme chez Unic où les ouvriers s'unissent sur la base d'une revendication précise, élisent démocratiquement une délégation élargie ou un comité de lutte (30 délégués chez Unic), et, une fois de plus, les travailleurs vérifieront dans les faits que leur action seule est efficace.

VARLIN.

La baisse ?

...ça ne prend plus !

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

Les mineurs de Petite-Rosselle, près de Forbach (Moselle) entrent en grève pour une augmentation du salaire quotidien de 150 fr. et une amélioration du ravitaillement.

Sur un plan national, les dirigeants de l'Union générale des fonctionnaires sont obligés de tenir compte du mécontentement et organisent, pour le vendredi 14 février, une grève d'avertissement.

Les ouvriers de la presse décident à leur tour la grève pour une augmentation de 25 % des salaires.

Intensifier l'action revendicative.
Fixer des objectifs clairs.
Election des Comités de lutte.

Ce mouvement gréviste qui éclate ne fait que traduire, en réalité, un mécontentement profond qui devait, un jour ou l'autre, briser les forces d'inertie et de soumission.

Mais ceux qui préconisent l'inertie et la soumission tiennent encore en mains la C.G.T. Souvent, on les voit encore à la direction des mouvements pour éviter qu'ils débordent les cadres restreints qu'on veut leur assigner, et surtout pour empêcher qu'une nouvelle direction élue démocratiquement surgisse dans la lutte. Pourtant, cette direction démocratique, ce comité de lutte, sont nécessaires pour mener le mouvement à la victoire, pour préciser les revendications et pour étendre — s'il le faut — la grève à d'autres entreprises.

Dans ce comité de lutte, toutes les tendances ouvrières doivent être représentées et tous les éléments combattifs doivent se rassembler.

— Ils disent que s'ils arrivent à former une autre commission pour fixer l'ordre du jour, après ça ira beaucoup plus vite !

LE SYNDICAT DES CHEMINOTS PARIS-OUEST RIVE-GAUCHE

édite un tract

dont voici des extraits :

Le ministre des Travaux publics ne juge pas possible d'augmenter les cheminots en raison des répercussions possibles sur les autres catégories de salariés.

Le président du Conseil indique qu'il accordera aux cheminots ce qui sera accordé aux autres travailleurs.

Nous ne sommes pas dupes

Le ministre des Travaux publics est un ami des cheminots !

Le président du Conseil veut défendre la démocratie !

Qu'ils le prouvent !

Le chef du Gouvernement indique que l'application du minimum vital aurait pour conséquence une nouvelle hausse de prix.

Nous considérons qu'il est faux de prétendre que le rajustement des traitements soit générateur de vie chère, autrement comment expliquer que depuis juin 1946, le coût de la vie a augmenté de plus de 60 %, alors que les salaires ont été relevés en général de 25 %. Les raisons de la hausse constante des prix dans la période précitée traduisait une volonté spéculative de profit, encouragée, il faut bien le dire, par le ministre de l'Economie nationale de l'époque.

La C.G.T. a demandé une révision des prix ayant dépassé le coefficient 8 par rapport à 1938.

Citons quelques exemples, les pommes de terre sont passées de 1 fr. 10 à 15 fr. (coefficient 13,6), le beurre de 22 fr. à 263 fr. (coefficient 12), la viande de 20 fr. à 200 fr. (coefficient 10), un manteau de femme de 450 fr. à 6.000 fr. (coefficient 13,3), une série de casseroles de 39 fr. à 530 fr. (coefficient 13,6), une chambre à coucher de 1.950 fr. à 36.000 fr. (coefficient 20). Voilà la vérité ! Qu'on ne nous rende pas responsables de cette situation, alors que nos salaires sont péniblement au coefficient 5,5. Il semble que certains parlent de la baisse des prix, pour empêcher les travailleurs de réclamer justice.

Il n'y a pas d'argent pour les cheminots

Cependant, le budget de la guerre absorbe une partie importante des revenus de l'Etat, on trouve de l'argent pour la guerre d'Indochine, au profit de la banque d'Indochine, dont les actions montent en Bourse.

La seule récupération des profits illicites (45 milliards) permettrait de donner satisfaction à tous les travailleurs des services publics.

Alors où veut-on en venir ?

Il existe des difficultés certes, mais il n'est pas possible que ceux qui peinent pour faire renaître notre pays supportent seuls ou presque le fardeau de ces difficultés.

Les cheminots veulent vivre

Ils réclament autre chose que des promesses vagues.

L'application de la grille des traitements établie par la Fédération, sur la base de 5.500 fr. porterait le salaire brut à 7.188 fr. pour le célibataire, non compris la majoration des H. S. et la prime de fin d'année.

Ces propositions sont modérées, on ne comprendrait pas qu'elles soient refusées délibérément. Chacun ses responsabilités ! Cheminots, dans la bataille qui s'engage, vous serez avec nous. Nous avons connu d'autres difficultés. Unis, nous obtiendrons satisfaction.

LE BUREAU SYNDICAL RIVE GAUCHE.

Camarades anciens prisonniers de guerre

"IL N'Y A PAS DE CRIMES ALLEMANDS OU FRANÇAIS, IL N'Y A QUE DES CRIMES CAPITALISTES"

Une fois de plus je reviens sur ceste question du chauvinisme et de la position de notre parti. Le chauvinisme nous conduira fatalement à une nouvelle guerre. Il est du devoir des anciens prisonniers de guerre de se dresser contre la haine aveugle. Certains camarades qui ont souffert atrocement en Allemagne ont du mal à comprendre notre politique internationaliste et me disent : « Alors, vous êtes pour l'union avec nos bourreaux ? » Non, camarades, le P.C.I. n'est pas pour l'union avec nos bourreaux, mais pour l'union de tous ceux qui souffrent, qui subissent les mêmes injustices du régime capitaliste ou fasciste. Et puis, en Allemagne, même parmi les bourreaux, il n'y avait pas uniquement des Allemands. Parmi les bourreaux, il y avait des Français des Belges, des Allemands, des Russes, des Polonais. Il en était de même parmi les pauvres victimes. Il est bien prouvé que le crime n'est pas uniquement allemand mais bien une tare du genre humain et, en particulier, du régime capitaliste. Evidemment, lorsque les Allemands fusillèrent des camarades du maquis, ce fut un grand cri contre la barbarie germanique. Mais il y a eu aussi des fusilleurs français. Oui, des Français ont assassiné, ont violé, ont massacré. Cela, la grande presse nous le cache, et, pourtant, un criminel reste un criminel, peu importe la nationalité.

Ceux qui provoquent la haine font grand étalage sur les crimes soi-disant allemands, mais silence sur les crimes français. Camarades, il n'y a pas de crimes allemands, ni de français, mais il y a des crimes capitalistes, dont les victimes sont les prolétaires et paysans de tous les pays.

Pendant cinq longues années nous avons souffert, nous les ouvriers et les paysans. Maintenant, ce sont les ouvriers et les paysans d'Allemagne qui souffrent comme nous. Mais les grands responsables, les semeurs de haine entre les peuples, eux, ne souffrent pas de la haine. Ils sont bien tranquilles et s'épanouissent dans leurs millions. Une fois pour toutes, il faut avoir le courage de regarder devant soi et de dire la vérité.

Anciens prisonniers de guerre, avec le P.C.I., il faut lutter pour la fraternité des peuples. C'est à nous, qui avons souffert de la haine, de combattre cette haine et de dire avec la IVe Internationale : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Charles SASSO,
ancien prisonnier de guerre.

Le gérant : M. JUILLIA.

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR
— 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

RÉGION PARISIENNE :

LES EMPLOYÉS DE LA S.A.D.I.R. CARPENTIER A PUTEAUX, débrayent pour la revalorisation de leurs salaires

Aux Etablissements Sadir-Carpentier (siège social 3, rue Lord-Byron, une usine à la porte de St-Cloud, deux usines à Puteaux), les ouvriers avaient obtenu de haute lutte une revalorisation de leurs salaires au 15 décembre 1946. Mais, quant aux mensuels, rien ; la direction ne voulait pas en entendre parler, estimant sans doute qu'avec 6.000 francs par mois, une dactylo gagne largement sa vie.

A bout de patience, les employés exigèrent de leur section syndicale l'envoi d'une délégation à la direction. Celle-ci refusa de discuter, demandant un délai de 10 jours pour « supplément d'informations » alors que la question est en suspens depuis trois mois !

C'est alors que, spontanément, les mensuels décidèrent de se mettre en grève. La section syndicale stalinienne fit son possible pour éviter, puis freiner ce mouvement.

Elle conseille d'abord d'attendre la deuxième entrevue directoriale pour donner l'ordre de grève. Devant l'échec total de cette proposition, elle tâche — sans plus de succès — de limiter le mouvement à une grève d'avertissement de une heure. Cependant, les mensuels, unanimes, décidaient le débrayage immédiat. Prenant alors la tête du mouvement qu'elle n'avait pu enrayer, la section syndicale fit proclamer la grève en même temps dans les trois usines, mais réussit à limiter celle-ci au retour d'une nouvelle délégation auprès de la direction.

La grève commença en même temps dans les trois usines, le 23 janvier, à 14 h. 30 et se prolongea toute la journée. Le lendemain, le travail reprit sur promesse formelle de la direction de régler le conflit sous huitaine.

La preuve était faite que les travailleurs unis peuvent imposer leur volonté. Espérons que ceux de la S.A.D.I.A. sauront maintenir jusqu'au bout leurs avantages et ne se laisseront pas endormir par les efforts conjugués de leur direction et de leur section syndicale.

Les plans de M. Rastel

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

vente. Le plan s'arrêtait là. Il eût fallu, en plus, contrôler très sérieusement la collecte et l'abattage des bestiaux. Les organismes syndicaux d'ouvriers agricoles et des petits producteurs s'en seraient chargés. Les organisations syndicales de cheminots auraient surveillé le transport de la viande destinée aux villes où les syndicats ouvriers et les comités de ménagères se seraient chargés du contrôle de la répartition. Ces solutions sont actuellement ignorées et l'actuel ministre, en fait, capitule devant les chevillards puisqu'il a fait savoir aux commerçants en bestiaux que rien n'était modifié au régime de taxation antérieur et que l'ordre avait été donné à la police économique de fermer les yeux sur les dépassements de tarifs...

Avis au ministre

Une expérience récente aurait pourtant dû apprendre à ce monsieur Rastel que l'on pouvait parfaitement se passer des bouchers en gros et que toute concession qui leur était faite ne pouvait que les renforcer dans la conviction que les pouvoirs publics capituleraient toujours devant eux. L'expérience récente dont nous voulons parler est celle entreprise par le maire du 18e. Réunissant les bouchers du quartier Lepic, en mutuelle d'achat, il leur a proposé la collecte directe à la campagne. Ce qui a été fait, achetant directement sur place (aidés par les syndicats agricoles) les bouchers ont pu approvisionner tout un secteur de Paris en viande, aux tarifs de la taxe. Plus de 8 tonnes de viande fraîche ont été réparties. Cette expérience bien que limitée démontre : que l'obstacle principal à l'approvisionnement en viande de la population laborieuse des villes est le fait des trafiquants et des chevillards. Cette expérience doit servir d'exemple ; seul un accord direct des travailleurs ouvriers et paysans peut l'élargir et tout nouveau « plan » qui refuserait de faire intervenir la force des masses laborieuses comme élément principal de contrôle est destiné à faire faillite comme tous ses prédécesseurs.

Maurice LAVAL.

NORD :

Les cheminots exigent une augmentation des salaires et se prononcent pour les 40 heures

Le Gouvernement a refusé d'accorder aux cheminots le bénéfice de l'acompte provisionnel décidé pour les fonctionnaires. Dès cette déclaration du ministre des Finances à la Chambre des députés, qui eut lieu le 31 janvier, les cheminots se sont décidés à exiger de l'Etat un relèvement de leur pouvoir d'achat et à faire valoir quelques autres revendications.

A Hellemmes (Nord), les gars du rail ne semblent pas vouloir se laisser faire.

— Depuis la Libération, nous dit l'un deux, nous travaillons 48 heures par semaine. Nous n'avons accepté cette dérogation aux conquêtes de 1936 qu'en raison des circonstances. Aussi nous ne pouvons admettre la généralisation des 48 heures décidée par Blum et poursuivie par ses successeurs.

— *Que veux-tu ?*

— Le retour aux 40 heures et, en attendant, le paiement des heures supplémentaires avec la majoration légale.

— *Et que penses-tu de ton salaire actuel ?*

— Nos salaires n'ont pas été augmentés depuis juillet 1946. Mais le coefficient du coût de la vie est passé de 532 en juin 1946 à 856 en novembre 1946. C'est pourquoi nous voulons l'acompte provisionnel accordé aux fonctionnaires et un minimum vital suffisant.

Déjà, des grèves d'avertissement d'une demi-heure ont eu lieu, notamment aux services voies, bâtiments et ateliers des dépôts de Valenciennes, d'Avion, ainsi qu'à Douai et à Béthune. Nos camarades cheminots sont dans la voie de la seule action efficace. La grève qu'ils sont décidés à appliquer, s'ils n'obtiennent pas satisfaction, devra être menée énergiquement, et l'Etat sera bien obligé de se soumettre.

VERS UNE REPRISE DE LA GRÈVE DES MEUNIERS

Les ouvriers de la meunerie du Nord et du Pas-de-Calais sont décidés à ne pas laisser se prolonger outre mesure la situation actuelle. Si, dans un délai assez rapproché, satisfaction ne leur est pas accordée, ils reprendront la grève.

Malgré la réquisition, l'attitude du prétendu ministre du Travail, les manœuvres des préfets du Nord et du Pas-de-Calais, les travailleurs de la meunerie n'ont donc rien perdu de leur combativité.

La grève sera totale pour tous les moulins sans exception et rigoureuse dans toutes ses conditions, telles sont les décisions de l'assemblée tenue à Lille, le 5 février.

Bravo ! camarades meuniers. Les affameurs qui se refusent à vous augmenter veulent dresser les autres travailleurs contre vos justes revendications, en vous obligeant une nouvelle fois à employer l'action directe. Cette action directe est nécessaire. Faites connaître par tous les moyens votre situation aux ménagères du Nord. Il faut que vos patrons soient démasqués, que les ouvriers des autres industries manifestent contre vos employeurs et leur politique, obligent les pouvoirs publics à admettre vos revendications.

RÉGION PARISIENNE :

Débrayage chez Rateau (La Courneuve)

Une grève s'est déclenchée chez Rateau, à La Courneuve, mercredi matin. La veille, une délégation des syndicats avait formulé à la direction une revendication pour une avance de 1.000 fr. sur le minimum vital — le minimum de base étant encore chez Rateau de 4.200 fr. —. La direction demanda 48 heures pour faire les démarches nécessaires auprès du ministère du Travail. Le mardi soir, elle n'avait encore rien fait en ce sens et les délégués lui en demandèrent les raisons. Sur quoi Auxionnaz, le directeur général, s'en prit directement à l'un des délégués, Carré, l'accusant de monter le personnel contre la direction. Cette insulte au représentant du syndicat fut prise comme une insulte au syndicat lui-même.

Mercredi matin, il fut décidé que l'usine serait occupée. Ceux qui n'étaient pas solidaires du mouvement de grève se voyaient interdire l'accès de l'usine. Tous les ouvriers, à part la C.F.T.C. et une dizaine d'employés occupèrent l'usine.

Dans l'après-midi, la direction reçut de nouveau une délégation composée de délégués ouvriers dont Carré et appuyée de deux délégués syndicaux. Echec. La direction demande encore jusqu'à jeudi soir.

Les délégués nous ont fait un rapport et nous ont conseillé de continuer la grève pour obtenir pleine satisfaction. Seuls les deux délégués syndicaux staliniens nous ont invité à reprendre le travail ; ils ont été hués par tous les ouvriers à l'unanimité qui sont décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. La grève a repris jeudi matin. UNE SYMPATHISANTE.

Le paysan est-il responsable ?

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

d'ouvriers producteurs en flirt avec la bourgeoisie et qui profite de la raréfaction des produits alimentaires pour se livrer à des hausses malhonnêtes au détriment des prolétaires.

Deux formes de la démagogie

L'opinion de Simon van den Hende, tout le monde le sait, n'est pas une opinion personnelle. La plupart des travailleurs des villes sont convaincus, comme lui, que les paysans sont responsables du mauvais ravitaillement par leur égoïsme, et de la hausse des prix agricoles par leur esprit mercantile.

Mais nous ne sommes pas d'accord avec les sympathisants du bassin de la Sambre sur ce problème-là.

Nous n'avons jamais hésité à prendre position, dans ce journal, y compris quand nos arguments et nos mots d'ordre se trouvaient en contradiction absolue avec ceux de nos adversaires.

Certes, la politique qui consiste à flatter toujours le paysan, à cultiver ses travers réactionnaires, peut être qualifiée de démagogique.

Mais le contraire le serait tout autant. Bien sûr ! le gouvernement n'a jamais pris franchement position sur ce problème. Mais n'a-t-il pas sournoisement et à plusieurs reprises laissé entendre aux travailleurs des villes que les responsables de leurs maux sont les paysans ? Et certains journaux parisiens, sans le dire en toute clarté, ne le suggèrent-ils pas quotidiennement à leurs lecteurs ?

Rendre le paysan responsable, c'est masquer l'incapacité gouvernementale, masquer l'activité des intermédiaires et des trafiquants.

Le paysan, est et nous entendons par là le petit propriétaire, le métayer ou le fermier, un producteur. Dans le passé, il a été maintes fois la victime du système capitaliste, comme l'ouvrier.

« Ouvriers et Paysans »

C'est de là qu'il faut partir, vois-tu camarade van den Hende : ouvriers et paysans ont-ils des intérêts communs, malgré la situation actuelle ? Oui.

La classe ouvrière au pouvoir, cela signifierait pour les paysans : la terre à celui qui la travaille.

Cela signifierait la nationalisation des trusts de l'engrais et des machines agricoles et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier : d'où baisse du prix de revient.

Cela signifierait la création d'une banque nationale agricole qui fournirait du crédit à bon marché pour les paysans.

Par contre, à quoi cela servirait-il de dresser l'ouvrier contre le paysan ?

A repousser la paysannerie dans les bras d'un quelconque de Gaulle, d'un nouveau Bonaparte de pacotille qui promettrait aux gens de la terre de « dresser » les travailleurs des villes.

Et le ravitaillement ?

Par dessus tout, nous l'avons répété mille fois ici, le problème du ravitaillement est conditionné par des contacts directs entre les ouvriers, les petits fonctionnaires, les ménagères, d'une part, et les paysans-travailleurs, d'autre part.

C'est parce que le ravitaillement est mal organisé, ou parce que la collecte est raflée par des trafiquants sans scrupule, que le paysan vend du beurre au marché noir au mineur du Douaisis ou au métallo de chez Renault.

Nous ne cherchons pas ici à excuser le paysan, mais à comprendre son attitude : or, le paysan doit acheter du ciment au marché noir à 250 fr. les 10 kilos, de la chaux à 200 fr. les 50 kilos, des chaussures à 2.000 et 3.000 francs la paire, des chemises à 600 fr. l'unité, etc... Le marché noir engendre le marché noir.

Que la collecte soit organisée par les comités élus des travailleurs des villes et ceux des champs, que les prix soient fixés par des discussions vivantes entre ces deux catégories et le marché noir avec ses prix fantastiques pourra disparaître.

C'est la solution que nous proposons. Elle désigne les responsables à abattre : les parasites, trafiquants, capitalistes de l'alimentation, commerçants véreux... Elle unit les véritables producteurs dans une lutte qui mène au socialisme et à leur entente durable.

Après 6 ans de trafic

Le marché noir *a modifié profondément* L'AGRICULTURE

Le marché noir ne pouvait pas sévir pendant six années sans laisser des traces dans le domaine de la production elle-même. En fait, la structure de la production agricole en France a été profondément transformée depuis 1940 par les pratiques du marché noir. Les paysans se sont laissés tenter par les rabatteurs, les trafiquants petits et gros qui parcourent la campagne. Ils délaissent la culture du blé pour l'élevage de volailles qui sont livrées en vente libre. Ils font plus de beurre et moins de lait. Et ainsi du reste.

DES CHIFFRES PROBANTS

En 1945-46, la viande et les volailles représentent LA MOITIE de la valeur de la production totale.

Voici comment ont évolué les principales productions : Avant la guerre, la viande représentait 21 % de la production totale. En 1945-46, elle en représente 31 %.

Avant la guerre, le blé occupait la seconde place, avec 16,4 % de la production totale. En 1945-46, le blé vient seulement en sixième position, avec seulement 5,5 % de la production totale. Voilà pourquoi on est obligé de maintenir le rationnement du pain.

Le lait venait en quatrième position, avec 11,9 % de la production totale. En 1945-46, le lait occupe la cinquième place, avec seulement 9 %.

L'exemple des volailles est incontestablement le plus extraordinaire. Avant la guerre, les volailles venaient en 5e position, avec 11,4 % de la production totale. Aujourd'hui (1945-46) c'est la SECONDE production agricole française (calculée en valeur). Elle représente 18,5 % du total.

Nous devons poser la question : Est-ce que la consommation de volailles approche du CINQUIEME de ce que dépensent les foyers ouvriers pour acquérir les produits de la terre ? Bien évidemment non. Ces volailles vont garnir les tables des restaurants — particulièrement des restaurants de luxe — et les tables des familles riches, mais on n'en voit guère dans les familles ouvrières.

Le marché noir est le maître de la production agricole en France. Sous sa pression, celle-ci évolue en sens inverse des besoins de la population laborieuse.

LE MARCHE NOIR MAITRE DE L'AGRICULTURE

Le blé et le lait possèdent à bon marché, un important pouvoir nutritif. On en produit de moins en moins. Les volailles sont des produits de luxe; elles constituent la seconde production de l'agriculture, dans un pays ruiné et affamé.

Les pommes de terre, autre nourriture, vont pour MOITIE au marché noir. Ce sont là les évaluations officielles de la Statistique générale de la France.

Sur 25 millions d'hectolitres de vin, 7 millions d'hectos sont dissimulés, 12 millions sont affectés à la consommation familiale paysanne.

Les officiels considèrent comme un succès que les quantités de beurre fermier qui vont au marché clandestin soient un peu inférieures à celles qui sont livrées au ravitaillement.

Chronique paysanne

La fabrication du matériel agricole

De tous côtés, les paysans s'entendent dire : « modernisez vos moyens, motorisez vos fermes, rénovez votre matériel ». Mais, ce qui manque, c'est le matériel en question. Où est-il ? Quand sera-t-il importé ? Combien en fabriquera-t-on ? Que valent les promesses ?

Le progrès social est commandé par les conditions techniques de travail. Or, l'introduction du machinisme en agriculture a profondément changé ces conditions.

En 1939, la motorisation de l'agriculture se répartissait de la façon suivante :

Etats-Unis	900.000	tracteurs
Russie	520.000	—
Allemagne	180.000	—
Italie	75.000	—
Grande-Bretagne	70.000	—
France	35.000	—

dont 20.000 étaient démodés et dataient de 1921-1924.

Si nous relevons comparativement le prix de revient de l'hectare de labour suivant le mode de traction en 1938, nous voyons :

Machine motrice bœuf : valeur 29.000 francs.
Temps de labour d'un hectare : 20 à 30 heures.
Prix de revient : 850 francs.
Machine motrice cheval : valeur 40.000 francs.
Temps de labour d'un hectare : 20 à 25 heures.
Prix de revient : 900 francs.
Machine motrice tracteur essence, 15 CV : valeur 25.000 francs.
Temps de labour : 5 heures.
Prix de revient : 700 francs.
Machine motrice tracteur essence 45 CV : valeur 55.0000 francs.
Temps de labour : 4 heures.
Prix de revient : 300 francs.

D'où il ressort qu'un hectare labouré avec des chevaux ou des bœufs revient six fois plus cher qu'avec un tracteur.

Une conclusion s'impose donc.

La France est une des nations les plus pauvres en matériel agricole. Non seulement le nombre de tracteurs est infime, mais encore ce sont des machines d'un modèle ancien.

Plutôt que de fabriquer des tanks et des armes, l'industrie doit être reconvertie et se consacrer à la fabrication intensive de machines agricoles qui permettront de moderniser les installations rurales. La diminution du prix de revient des produits agricoles et l'économie de temps et de travail réalisée par les cultivateurs, découlant de cette modernisation, sont des facteurs essentiels de la baisse des prix et de l'amélioration du ravitaillement.

PROUDHON.

Le problème de la main-d'œuvre

IL FAUT FORMER un million de professionnels

Nous avons vu la semaine dernière que le prochain départ des prisonniers allemands, pose de graves problèmes de main-d'œuvre que le gouvernement est actuellement dans l'impossibilité de résoudre.

Mais il ne s'agit pas seulement de quantité, car l'économie française souffre aussi terriblement d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Ceci n'est pas un fait du hasard. La baisse du nombre de professionnels est due essentiellement au fait que depuis des dizaines d'années l'on ne forme presque plus d'apprentis.

Il est trop facile d'en faire retomber la responsabilité sur le dos de la classe ouvrière. Il est trop facile de dire : les parents préfèrent envoyer leur gamin travailler plutôt que de lui faire apprendre un métier.

Si depuis des années et des années les conditions de vie n'étaient pas si dures, si les salaires n'étaient pas si bas et si le gouvernement avait véritablement aidé les familles ouvrières en les déchargeant de l'instruction technique de leurs enfants, il y aurait aujourd'hui suffisamment de professionnels.

Ecole d'apprentissage des jeunes ouvriers fumistes, à Paris.

MANQUE DE CREDITS

Depuis la « Libération » les divers gouvernements qui se sont succédés ont essayé de mettre au point un programme de formation professionnelle accélérée.

Nous ne nous arrêterons pas dans les cadres de cet article aux aspects techniques du problème mais seulement à ses incidences politiques.

En juillet dernier, aux Assises Nationales de la Formation professionnelle accélérée, Marius Patinaud, alors sous-secrétaire d'Etat au Travail déclarait : « *A la fin de novembre 1945 il existait 43 centres permanents, depuis 34 centres nouveaux sont entrés en activité.* »

Mais rapprochons les réalisations des besoins. Le directeur de la Main-d'Œuvre, expliquait peu après : « *En fonction des objectifs du Plan Monnet* (il s'agit d'atteindre 150 % du niveau de production de 1938, c'est-à-dire a peu près le niveau de 1929) *le chiffre d'ouvriers à former avant 1950 est d'environ 1 million. Il se décompose ainsi : 250.000 pour la métallurgie, 280.000 pour le bâtiment, 300.000 pour le textile, 100.000 environ pour les autres industries. La réalisation de ce programme nécessitera la création de 750 centres nouveaux pour lesquels il faut prévoir des terrains, des locaux, de l'outillage et la formation de 7.500 moniteurs.*

Mais pour appliquer ce beau programme, il faut des crédits.

Or le ministère du Travail, bien modestement et l'on comprendra plus loin pourquoi, a demandé 3 milliards pour 1946 et 7 milliards pour 1947, qui ne lui ont pas encore été accordés.

Lorsqu'il s'agit de crédits militaires et d'expédition en Indochine on est moins chiche.

33 fr. 50 de l'heure

Voyons maintenant s'il est possible de trouver les moniteurs et les élèves nécessaires.

Les moniteurs sont généralement pris dans les usines parmi les ouvriers qualifiés ; ils reçoivent une formation spéciale de huit semaines à l'Institut National de Formation des Cadres Professionnels, rue Dareau. Mais là encore, l'absence d'une planification réelle dans laquelle l'Etat jouerait le rôle dirigeant, permet aux patrons de garder pour eux la main-d'œuvre qualifiée dont ils disposent.

Le problème est cependant beaucoup plus grave lorsqu'il s'agit des élèves.

Jusqu'au 12 octobre 1945, les stagiaires recevaient pendant la durée de leur stage une simple indemnité de chômage.

Traduit en chiffres, ce salaire s'élève dans la région parisienne, pour un stagiaire désirant apprendre un métier du bâtiment à 33 fr. 50 de l'heure.

Est-il possible de vivre avec une pareille somme ? Non. Si l'ouvrier est marié et s'il a des enfants, les allocations familiales n'augmentent que faiblement son budget.

Pendant six mois (s'il veut devenir professionnel première catégorie) ou 1 an et demi (s'il veut être ouvrier hautement qualifié) ils devront, lui et les siens crever de faim. Sur une telle base on peut dire avec certitude que le ministère du Travail ne trouvera jamais le million d'ouvriers dont il a besoin.

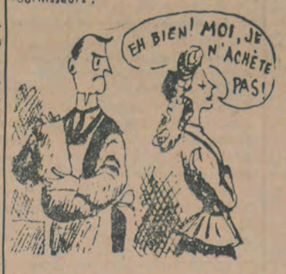
Le problème de la formation professionnelle accélérée n'est nullement résolu. Les mesures qui ont été appliquées, si elles donnent l'impression d'être progressives, ne sont que des demi-mesures qui ne peuvent en aucun cas résoudre la formation technique de larges couches du prolétariat et répondre aux grands besoins de main-d'œuvre d'une économie à reconstruire.

Michèle MESTRE.

A PROPOS DE QUELQUES DESSINS PARUS DANS LES JOURNAUX...

Le gouvernement dit ceci : (propagande publiée dans la presse française)

...c'est vous, Madame, qui ferez rentrer la décision du Gouvernement, en exigeant les 5 % de tous vos fournisseurs ;



...c'est vous, Madame, qui mettrez les trafiquants du marché noir hors d'état de nuire, en vous abstenant d'acheter au prix fort.

Ainsi, c'est grâce à vous, Madame, que la vague de baisse va s'accélérer et s'étendre. Vous serez heureuse d'en profiter. Vous pourrez aussi en être fière car elle aura été aussi votre œuvre.

Mais si on écoutait cette bonne propagande, voici ce que ça donnerait :

Pendant le mois de janvier, la presse estime que les prix de détail ont diminué en tout et pour tout de 1,1 p. 100.

La statistique officielle estime, par contre, l'augmentation des prix de gros à 3 p. 100.

On voit que la ménagère a le temps de crever de faim si elle attend la baisse...

Il y a autre chose à faire.

Le gouvernement dit : « N'achetez pas ! »

C'est pour mieux dire : « Si les prix augmentent, c'est de votre faute... »

Le Parti Communiste Internationaliste dit : « Contrôlez ! »

MIEUX QUE LE GENDARME, le petit fermier, l'ouvrier agricole, les travailleurs des campagnes peuvent contrôler ce qui est produit.

MIEUX QUE LE GENDARME, le cheminot ou le camionneur peut contrôler ce qui est pris à la campagne et envoyé à la ville

MIEUX QUE LE GENDARME, les ménagères, les ouvriers, les petits fonctionnaires et employés peuvent contrôler l'arrivée du ravitaillement et sa distribution. UNIS, PAYSANS ET OUVRIERS PEUVENT ORGANISER LE RAVITAILLEMENT ET FIXER DE JUSTES PRIX